

Atelier de Relance

Projet Dimitra

octobre 2002

Table des matières



Programme de l'Atelier de Relance

Programme détaillé

3

Qui sont les Partenaires de Dimitra?

Les partenaires Dimitra assurent la collecte et la diffusion d'information sur le travail des ONG et des organisations de la société civile sur le genre et le développement rural dans leurs régions. Ils constituent un canal pour faire entendre les voix des femmes rurales.

4

Résumé de l'Atelier

Bref résumé des objectifs de l'Atelier et des résultats obtenus

8

Résultats de l'Atelier

Rédaction commune des :

- 'Meilleures pratiques des partenaires Dimitra en information et communication'
- 'Perspectives et orientations futures pour le projet Dimitra'

10

14

Les travaux de groupe et leur contenu

- Methodologie de l'Atelier
- 1ère session - définition des attentes et objectifs du groupe
- 2ème session - discussion sur les meilleures pratiques des partenaires Dimitra pour des campagnes d'information et de communication réussies

16

17

20

Auto-Evaluation de l'Atelier par les partenaires Dimitra

- Evaluation des techniques utilisées
- Evaluation (suite et fin)

24

27

Annexes

- A1. Discours et présentations du 23 octobre 2002 à la DGCI
- A2. Discours et présentations du 24 octobre 2002 à la Fondation Roi Baudouin
- A3. Calendrier de méthodologie participative de l'Atelier
- A4. Questionnaire

30

42

60

70

L'équipe Dimitra remercie chaleureusement la Cellule Genre de la Coopération Belge au Développement et la Fondation Roi Baudouin pour leur soutien précieux.

AVANT PROPOS

Le projet Dimitra est un projet d'information et de communication de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Son but est de valoriser les contributions des femmes rurales à la sécurité alimentaire et au développement durable. Le projet a également pour objectif de sensibiliser les acteurs du développement aux questions de genre dans le but de renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes et de parvenir à un développement juste et équitable pour tous. Le projet est mis en œuvre par le Service parité hommes-femmes et développement (SDWW) de la FAO. La Fondation Roi Baudouin héberge le projet et c'est la Coopération Belge au Développement qui lui fournit un soutien financier.

Ce projet est unique car il est réalisé avec 10 partenaires locaux en Afrique et au Proche-Orient. La mise en synergie de réseaux déjà existants, les échanges d'expériences, de savoirs et de compétences ont créé une puissante dynamique issue directement des demandes et besoins exprimés par les membres à la base de ces réseaux. Ces membres sont essentiellement composés d'organisations de base, représentant les populations rurales, particulièrement des femmes.

L'une des particularités du projet est de véhiculer l'information de la base vers les décideurs politiques et vice-versa. L'accès à l'information est un outil fondamental dans la lutte contre la faim et la pauvreté et c'est la raison pour laquelle l'Atelier de Relance d'octobre 2002 était consacré aux meilleures pratiques des partenaires Dimitra en matière d'information et de communication.

Marie Randriamamonjy,
Chef, Service parité hommes-femmes
et développement, FAO

Déroulement de l'Atelier

Accueil des partenaires Dimitra de l'Afrique et du Proche-Orient



Travaux de groupe (1ère session) –
présentation des partenaires et définition
des attentes et objectifs du groupe



Travaux de groupe (2ème session) –
échange d'idées et expériences des
partenaires pour mener à bien une
Campagne d'Information
et de Communication réussie



Les partenaires produisent un résumé de
leurs meilleures pratiques en information et
communication; et

Les partenaires rédigent les grandes lignes des
priorités futures du projet



Création de synergies avec des représentants
de la Coopération Belge



Les partenaires présentent les résultats de leurs
travaux et partagent leurs expériences avec des
représentants de la société civile et des ONG
nationales et internationales



Auto-Evaluation de l'Atelier par les partenaires



21 au 24 octobre 2002 – Bruxelles, Belgique



Dimanche 20 octobre 2002 – *Musées Bellevue & Palais de Charles Quint*

- Visite guidée des Musées Bellevue (Musée de la Dynastie belge et Mémorial Roi Baudouin) et des vestiges de l'ancien Palais de Charles Quint, suivie d'un dîner dans l'atrium de l'Hôtel Bellevue

Lundi 21 octobre 2002 – *Amazonie*

- Présentations et discussions sur les stratégies des partenaires pour une bonne communication et diffusion de l'information, en vue de préparer le guide 'Les meilleures pratiques des partenaires Dimitra en information et communication'

Mardi 22 octobre 2002 – *Amazonie*

- Suite de la session 'Les meilleures pratiques des partenaires Dimitra en information et communication'
- Détermination des futures priorités du projet et rédaction commune d'un bref document de projet destiné aux bailleurs de fonds

Mercredi 23 octobre 2002 – *Service Public Fédéral, Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement*

- « L'éducation pour tous au Niger, défis et efforts en cours », par Ali Abdoulaye, Coordinateur, ONG-VIE, Niger, partenaire Dimitra pour le Sahel
- « L'expérience d'Enda-Pronat en matière de communication pour les femmes rurales dans la zone des Niayes » par Mariam Sow, Coordinatrice, Enda-Pronat, Sénégal, partenaire Dimitra pour l'Afrique de l'Ouest francophone.
- « Les TIC pour les femmes rurales: une perspective africaine », par Natasha Primo, Coordinatrice, Women'sNet, Afrique du Sud, partenaire Dimitra pour l'Afrique australe.
- « L'expérience de la FAO en matière des radios rurales et TICs: leçons apprises et méthodologies » par Jean-Pierre Ilboudo, Spécialiste de la communication, Division de la recherche, de la vulgarisation et de la formation, FAO Rome.
- Travaux de groupe pour la préparation de la présentation des résultats lors de la session de clôture.

Judi 24 octobre 2002 – *Fondation Roi Baudouin*

- Présentation au public des résultats des travaux des jours précédents par des représentants du réseau Dimitra, de la FAO, de la Commission Femmes et Développement, de la Fondation Roi Baudouin.
- Discours de clôture de l'atelier par M. Eddy Boutmans, Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement.
- Auto-évaluation de l'Atelier par les partenaires



QUI SONT LES PARTENAIRES DE DIMITRA?



Le cavalier

M. Ali Abdoulaye

ONG VIE Kande Ni Bayra, Volontaires Pour l'Intégration Éducative, Niger

La philosophie d'ONG VIE est l'éducation de base intégrée au développement ayant comme approche éducative la pédagogie par le texte.

Ses objectifs sont de:

- lutter contre l'analphabétisme dans le pays, en vue de créer les conditions d'une participation responsable et efficace pour le développement;
- aider à constituer et à renforcer les organisations de développement à la base;
- rechercher, valoriser, tester et vulgariser des technologies appropriées dans les domaines de l'environnement, de la sécurité alimentaire, de l'artisanat, de la santé humaine et animale et de la préservation du patrimoine culturel et historique.



Richesse dans la diversité

Mme Dorothy Asare

POSDEV, Pan-African Organisation for Sustainable Development (Organisation Panafrique pour le Développement Durable), Ghana

Les missions de POSDEV sont de:

- soutenir et prôner un mouvement local autonome et participatif à même d'assumer ses propres besoins de développement;
- encourager et plaider pour une collaboration entre les organisations membres en vue de promouvoir une Afrique autonome grâce aux mouvements locaux;
- mobiliser et mettre à la disposition des organisations membres les ressources requises pour mettre en œuvre et concrétiser des programmes en faveur d'un développement global et durable;
- consolider et entretenir au sein de chaque organisation membre une volonté d'autonomie basée sur un niveau élevé de professionnalisme et d'efficacité.



TIC

Mme Aso Balan

SANGONeT, Southern African NGO Network (Réseau des ONG d'Afrique australe), Afrique du Sud

SANGONeT est un facilitateur dans l'utilisation efficace et le renforcement des outils des Technologies d'Information et Communication (TIC) par les acteurs de développement et pour la justice sociale en Afrique. Le but de SANGONeT est de renforcer les capacités et de mettre en réseau les gens et les organisations par les TIC.





Consolidation des acquis

Mme Mabrouka Gasmî

CREDIF, Centre de Recherche, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme, Tunisie

L'objectif principal du CREDIF est de participer à la promotion de la condition des femmes par l'accomplissement des missions suivantes:

- une meilleure intégration des droits de la femme dans les droits de la personne humaine;
- une plus grande prise en compte des femmes dans le processus démocratique;
- une meilleure visibilité de la contribution des femmes dans la production nationale au niveau de tous les domaines.



Formation

Mme Sameera Kayed Al-Majali

CARDNE, Regional Centre on Agrarian Reform and Rural Development for the Near East (Centre Régional pour la Réforme Agraire et le Développement Rural au Proche-Orient), Jordanie

Les missions et objectifs de CARDNE sont de:

- soutenir les actions nationales et encourager et promouvoir la coopération régionale en matière de réforme agraire et de développement rural;
- améliorer la production, les revenus et les conditions de vie des petits agriculteurs, des pasteurs nomades et d'autres groupes ruraux démunis ;
- intégrer les habitants des régions rurales au processus de développement et favoriser leur participation à la vie sociale, économique et culturelle de leur communauté;
- assister les Etats membres dans ces domaines par des conseils, la fourniture d'une aide technique, l'encouragement par l'échange d'idées et d'expériences, et la promotion des activités de collaboration au profit des populations d'un ou de plusieurs Etats Membres.



Forêt tropicale

Mme Rose Masese

FAN, Forest Action Network (Réseau d'Action Forestière), Kenya

Pour produire et partager l'information sur la gestion durable des ressources naturelles, le FAN travaille avec un certain nombre d'organisations parties prenantes dans le secteur des ressources naturelles. On compte parmi elles des ONG, des services gouvernementaux, des organisations communautaires de base, des instituts de recherche et de formation, des organismes intergouvernementaux, les médias, le secteur privé et les particuliers intéressés à la recherche de solutions pour impliquer toutes les parties prenantes dans la prise de décision sur la gestion des ressources naturelles, particulièrement les arbres et les forêts.





QUI SONT LES PARTENAIRES DE DIMITRA?



Solidarité

M. Issam Moussaoui

AMSED, Association Marocaine de Solidarité et de Développement, Maroc

L'Association Marocaine de Solidarité et de Développement, est une organisation non gouvernementale et à but non lucratif qui œuvre dans le domaine de la lutte contre la pauvreté par la réalisation de projets et programmes de développement socio-économiques.



Mme Fatou N'Diaye Sow et Mme Mariam Sow

Enda-Pronat,
Protection Naturelle des Ressources, Sénégal

Les objectifs d'ENDA-PRONAT sont de:

- valoriser l'expertise paysanne et promouvoir la recherche de nouvelles techniques appropriées par les paysans en matière de protection naturelle des cultures;
- vulgariser des méthodes de protection et de production naturelles;
- renforcer les capacités des groupes de base;
- valoriser l'expression paysanne dans le domaine de la promotion de l'agriculture durable;
- promouvoir des comportements de production et de consommation de produits naturels plus respectueux de l'homme et de l'environnement.



Produire sans détruire

Mme Natasha Primo

Women'sNet, Afrique du Sud

Women'sNet est un programme d'appui dynamique et novateur qui vise à permettre aux femmes d'Afrique du Sud d'utiliser Internet pour trouver les personnes, les ressources, les sujets et les outils nécessaires pour une action citoyenne des femmes.



Soleil levant

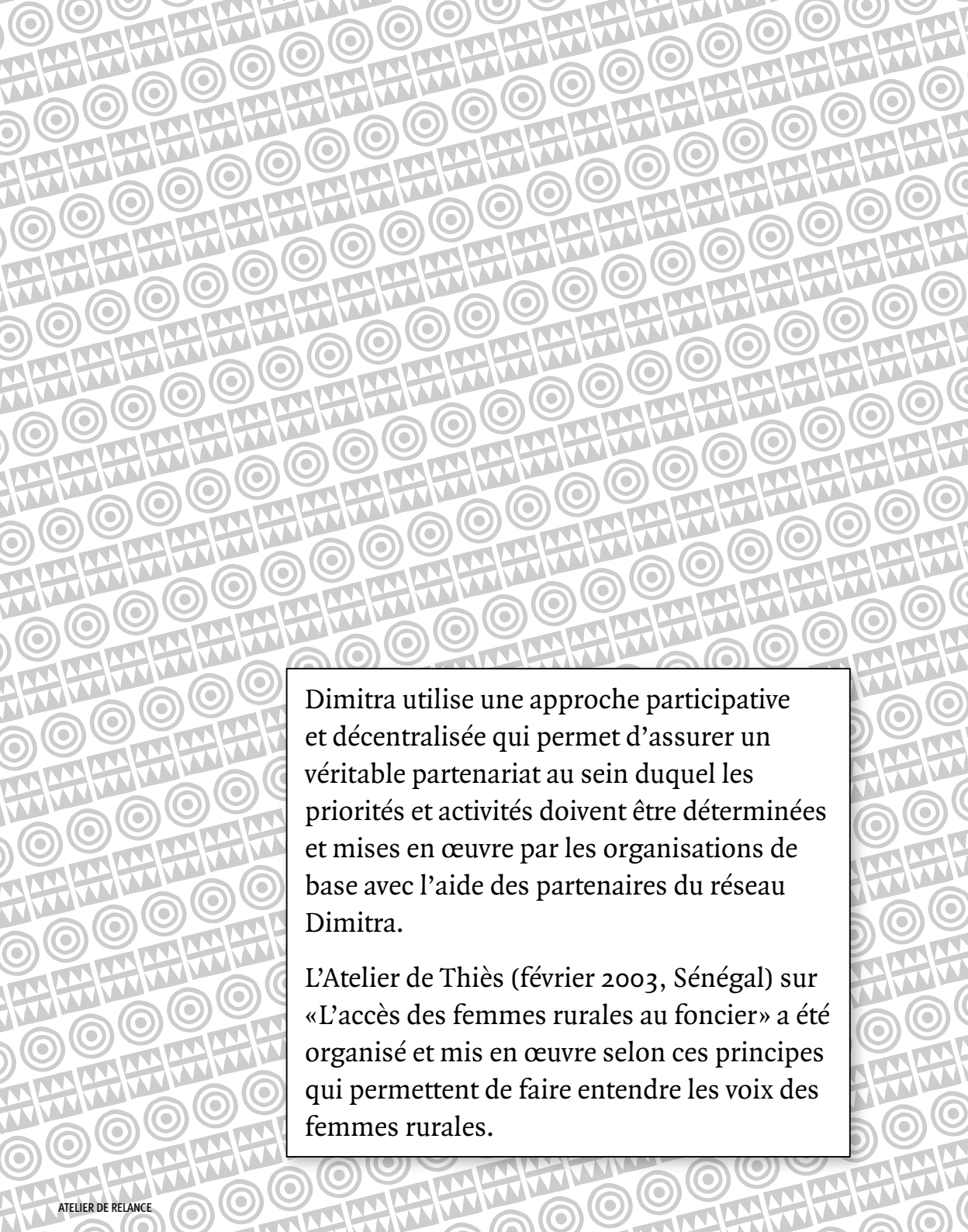
Mme Vololomihaja Rasamimanana

ONE, Office National pour l'Environnement, Madagascar

L'ONE est l'organisation principale à Madagascar pour la gestion de l'environnement. Les mandats de l'ONE se répartissent selon plusieurs axes: le développement d'instruments et de politiques pour la gestion de l'environnement; la gestion des instruments et la gestion de l'information environnementale. Par ailleurs, l'ONE coordonne aussi les projets et actions relatifs à la gestion de l'environnement malgache et a créé un réseau genre dans tout le pays.



Biodiversité



Dimitra utilise une approche participative et décentralisée qui permet d'assurer un véritable partenariat au sein duquel les priorités et activités doivent être déterminées et mises en œuvre par les organisations de base avec l'aide des partenaires du réseau Dimitra.

L'Atelier de Thiès (février 2003, Sénégal) sur «L'accès des femmes rurales au foncier» a été organisé et mis en œuvre selon ces principes qui permettent de faire entendre les voix des femmes rurales.



« Partager le savoir devient savoir partager »

Pendant quatre jours, du 21 au 24 octobre 2002, un Atelier a été organisé à Bruxelles avec les partenaires Dimitra pour l'Afrique et le Proche-Orient. Les participants se sont réunis dans un esprit d'enrichissement mutuel et de partage des connaissances et des expériences.

Pendant cet Atelier les partenaires ont pu renforcer leurs liens et réfléchir sur les meilleures techniques d'information et de communication à utiliser pour que les femmes rurales aient accès à l'information, puissent faire entendre leurs voix dans le but d'atteindre un développement durable.

Les partenaires ont travaillé ensemble pour:

- ⊙ examiner les diverses techniques de communication, modernes et/ou traditionnelles, qu'ils utilisent;
- ⊙ produire ensemble un recueil de leurs meilleures pratiques en matière d'information et communication;
- ⊙ déterminer de façon commune les priorités futures du projet et rédiger les grandes lignes d'un document destiné aux bailleurs de fonds;
- ⊙ instaurer des synergies avec les représentants des ministères et de la société civile impliqués dans le développement.

⊙ **Echanger des expériences en information et communication pour renforcer le pouvoir des femmes rurales**

Les partenaires de Dimitra, au nombre de 11, étaient représentés par 5 anglophones et 6 francophones. Une traduction simultanée anglais-français a été assurée pendant toute la durée des travaux, sauf quand le groupe s'est scindé en deux sous-groupes unilingues.

Avec l'aide d'une facilitatrice, Cynthia de Windt, les partenaires se sont lancés dans un travail d'équipe auquel tout le monde a participé avec beaucoup d'enthousiasme.

Des discussions animées ont été l'occasion de partager objectifs, stratégies, et réussites, et de commencer à rédiger les grandes lignes des meilleures pratiques pour collecter et diffuser l'information et utiliser les techniques de communication appropriées.

Les organisations partenaires de Dimitra couvrent un large domaine d'activités, de la sylviculture à l'éducation, d'où des buts et cibles différents qui demandent des approches différentes. Souvent, pour atteindre les groupes cibles d'une manière aussi efficace que possible, il est nécessaire de combiner les méthodes traditionnelles (radios rurales, affiches, visites de terrain, etc.) avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication (par exemple, CD-ROM, vidéos, Internet, etc.). Les traditions et coutumes locales, la barrière de la langue, l'analphabétisme et le manque d'infrastructures sont des facteurs importants à prendre en compte pour organiser une campagne d'information et de communication.

⊙ **Discuter des meilleurs outils et méthodes d'information et communication pour atteindre la base**

Les partenaires se sont concentrés sur la définition des outils et méthodes appropriés selon les différents niveaux d'opération utilisés: régional, national et local. Ils ont identifié ensuite les résultats et impacts que leurs actions peuvent avoir.

en réseau »



Réfléchir et travailler ensemble

Les activités ont montré comment des organisations individuelles dans le réseau Dimitra peuvent se renforcer par un travail en réseau et par le partage des expertises pour atteindre des buts communs. Ces discussions ont aussi posé les bases de ce que les partenaires considèrent comme les priorités futures du projet et du réseau dans son ensemble. Rendre l'information plus accessible au niveau de la base et, en particulier aux femmes rurales, est considéré comme la priorité pour assurer la durabilité des projets de développement.

Parmi les sujets choisis pour les actions futures, on trouve l'intégration d'une approche genre dans tous les projets et l'identification de moyens efficaces pour communiquer avec les femmes rurales, qui permettent de les mettre en contact avec d'autres femmes et des organisations d'appui pour qu'elles puissent faire entendre leurs voix.

L'expérience de Dimitra est en train de passer d'un accent sur des groupes spécifiques, à l'art de la mise en réseau et la détermination de leurs propres priorités par les partenaires et les groupements à la base.

⊙ Créer les synergies

Les partenaires ont été accueillis par la Direction Générale de la Coopération au Développement. Cette session a permis à de nombreux représentants de la Coopération Belge et de discuter avec les partenaires Dimitra de leurs buts, projets, expériences et idées. Les exposés suivants ont été présentés par les partenaires Dimitra:

- « Education Pour Tous au Niger, défis et efforts en cours », Ali Abdoulaye, ONG-VIE, Niger.
- « L'expérience d'Enda PRONAT en matière de communication pour les femmes rurales dans la zone des Niayes au Sénégal », Mariam Sow, Enda-Pronat, Sénégal.
- « Les TIC pour femmes rurales en Afrique », Natasha Primo, Women'sNet, Afrique du Sud.
- « L'expérience de la FAO dans le domaine de la radio rurale: leçons apprises et méthodologies », Jean-Pierre Ilboudo, Spécialiste en Communication, FAO Rome.

⊙ Clôture et restitution de l'Atelier

La session de clôture à la Fondation Roi Baudouin a donné aux partenaires l'occasion de présenter les résultats de leurs travaux et des discussions des jours précédents sur:

- ⊙ « Les meilleures techniques en information et communication des partenaires Dimitra, » et
- ⊙ « Les perspectives et orientations futures du réseau Dimitra. »

C'était aussi l'occasion de partager quelques expériences concrètes d'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour les femmes rurales, (exemples du Sénégal, de l'Afrique du Sud, et de la Tunisie) avec de nombreux représentants de la société civile basés en Belgique. Des représentants de la FAO, de la Commission Femmes et Développement, de la Fondation Roi Baudouin et de la Coopération Belge au Développement, du FNUAP, du FIDA, de la Commission Européenne et de nombreuses ONG ont aussi partagé leurs réflexions sur le travail du réseau Dimitra et sur ses perspectives d'avenir.

⊙ Auto-évaluation par les partenaires Dimitra

Après la clôture officielle de l'Atelier, les partenaires ont participé à un exercice d'évaluation pour voir s'ils avaient atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixé. Les résultats ont été très positifs avec un consensus pour dire que 'l'esprit Dimitra' est plus vivant que jamais. Tous les participants se sont sentis renforcés et motivés par l'Atelier.



Les partenaires Dimitra définissent leurs meilleures pratiques

◎ STRATÉGIES D'INFORMATION ET COMMUNICATION

« Nous devons travailler à différents niveaux – internationaux, régionaux, nationaux et locaux – pour impliquer les acteurs de toutes les couches de la société.

Nous pouvons encourager plus de synergies entre les infrastructures existantes à chaque niveau pour forger des liens forts et interactifs entre les besoins exprimés par la base, les voix des femmes rurales et les décideurs. »

Travailler au niveau international et régional pour renforcer les réseaux et renforcer les capacités des organisations de la base

- Au niveau international et régional, il faut **mobiliser** les réseaux régionaux et sous-régionaux pour **exploiter les liens** entre toutes les couches de la société.
- Ceci permet d'encourager la collaboration régionale, la création de partenariats et de **coordonner les diverses expertises des personnes ressource** qui travaillent dans les organisations, ministères, ONG, etc. Un autre résultat positif à ce niveau peut résulter dans la naissance d'associations régionales indépendantes.
- La création de bases de données régionales sur les personnes ressource et **une collaboration accrue entre les experts/expertes dans les différentes organisations** doivent être encouragées.

Un exemple du travail en cours au niveau international et régional pour faire entendre les voix des femmes rurales.

◎ WOUNET – conférence en ligne pour les femmes rurales

WOUNET (Women of Uganda Network) a organisé une conférence sur l'accès des femmes rurales à l'information en juin 2002. Cet événement a donné l'occasion aux participant(e)s de travailler en réseau en Afrique et dans le monde entier.

Au total, 264 personnes ont participé à cette conférence (parmi lesquelles 210 femmes) provenant de 53 pays. Pour élargir la discussion et les leçons apprises un rapport de la conférence a été présenté à la Conférence Know How à Kampala en juillet 2002. La Conférence Know How était la cinquième conférence internationale des spécialistes dans la collecte et diffusion d'informations pour les femmes.

Travailler au niveau national pour renforcer les capacités des organisations et de la société civile basé sur les besoins exprimés par les organisations locales

- Au niveau national, les organisations de la société civile, les ONG, les ministères et les centres de formation et de recherche **doivent rechercher une plus grande complémentarité dans leur travail** et créer et utiliser plus de synergies.
- Des actions au niveau national peuvent **créer un dynamisme** qui permet aux associations de femmes de devenir des **agents de développement**, renforcer leurs capacités, et avoir un impact sur les décideurs politiques.
- Un travail en partenariat peut aider à **rassembler les idées et les forces** dans les conférences, séminaires et ateliers de formation et à entreprendre des études et recherches pour **documenter les problèmes clefs auxquels les femmes doivent faire face** (ex. l'accès des femmes à la terre).



en information et communication

- L'accès des femmes au contrôle et à la gestion des ressources naturelles est un facteur important de diminution de la pauvreté et un facteur de sécurité alimentaire et doit impliquer tous les acteurs à travers le pays et tous les niveaux de la société.

Une illustration de cette dynamique au niveau national:



CREDEF – Tunisie: impact gouvernemental

En Tunisie, le CREDEF a réussi à faire intégrer Dimitra dans le Plan pour la Promotion des Femmes Rurales pour la période 2002-2006. Ce plan prévoit de renforcer les outils et mécanismes qui doivent contribuer à la promotion des femmes rurales et à leur meilleure intégration dans le processus de développement.

Travailler au niveau local pour renforcer les organisations d'appui dans leur travail de sensibilisation, formation et éducation économique et juridique des femmes et des hommes en zones rurales

- La majorité de ce travail s'effectue surtout à travers les **agents de terrain** par des **visites**. L'information est souvent diffusée en utilisant les **méthodes traditionnelles**.
- Néanmoins, on constate que, grâce à la **mise en réseau** et à l'**échange d'information**, il y a de plus en plus de **nouvelles utilisatrices des TIC**. Ceci mène par la suite à l'**acquisition des compétences au niveau local**. Un travail de collecte et diffusion d'information peut se faire par l'organisation d'**ateliers** et par des **formations**, soutenues par les structures de base dans les villages.
- Ces actions peuvent avoir des impacts importants dans les zones rurales: le **niveau d'alphabétisation** parmi les femmes est augmenté et l'acquisition de **connaissances et compétences** en matières juridique et économique aide à **renforcer leurs pouvoirs et capacités**.
- Les populations locales, et particulièrement les femmes, doivent pouvoir faire entendre leurs voix et demander les changements nécessaires pour un développement dans lequel elles sont pleinement impliquées.

Un exemple pour illustrer ce travail qui démarre au niveau local pour remonter vers les niveaux nationaux et régionaux



Enda-Pronat – Sénégal: Création du 'Réseau National des Femmes Rurales' du Sénégal

L'Enda-Pronat, grâce au projet Dimitra, a contribué à la mise en place d'un réseau de femmes rurales. Ce réseau renforce les organisations de base par la formation et l'information et produit des informations détaillées sur les expériences de projets menés avec et pour les femmes rurales et péri-urbaines, ainsi que sur les méthodes utilisées par les organisations de développement.

Le réseau implique les acteurs du développement de tous les niveaux et s'assure que les voix des femmes rurales sont entendues jusqu'au niveau des ministères.

Le réseau compte à présent environ 130 adhésions d'associations féminines, en tant qu'organisations de base, et des ONG et autres structures associatives, en tant qu'organisations d'appui, regroupant plus de 2000 membres, réparties à travers le territoire national.



© DES CANAUX ET OUTILS D'INFORMATION ET COMMUNICATION

« Les méthodes et canaux utilisés pour collecter et diffuser l'information doivent être appropriés, flexibles et surtout interactifs en encourageant les échanges du bas vers le haut et vice versa. »

Diffuser et Collecter l'information

La radio est l'outil préféré des partenaires Dimitra pour la diffusion de l'information. L'information est diffusée par la radio dans toutes les couches de la société et dans les langues locales. Elle est particulièrement efficace pour atteindre les populations dans les zones rurales. Vu l'expansion des radios privées, les ondes émettent dans les coins les plus reculés des pays. Toutefois, il ne faut pas oublier que de nombreuses femmes ne peuvent pas avoir accès à la radio pour diverses raisons: **charge de travail ménager très lourde, analphabétisme, isolement, manque de ressources financières et poids des traditions et coutumes locales.**

Les méthodes traditionnelles sont toujours largement pratiquées et varient d'une zone à une autre (par exemple, les griots, animaux de monture, crieurs publics, chants, danses et théâtre, sketches, etc.). Les lieux sont bien choisis par exemple les jours de marché, sur les places publiques, etc. Les chefs traditionnels peuvent aussi servir comme des ressources précieuses de collecte et diffusion d'information.

Les affiches, et les projections audio-visuelles sont aussi des façons efficaces d'informer dans les zones rurales où il y a un taux élevé d'analphabétisme parmi la population. Ces méthodes permettent de dépasser les obstacles linguistiques et culturels.

Sensibiliser

Les visites de terrain et les campagnes de sensibilisation sont les méthodes les plus fréquemment employées pour collecter et diffuser l'information et pour tenter d'accroître la participation des femmes dans les débats publics. Ce travail de diffusion de l'information se fait souvent, et effectivement, dans les centres communautaires et médicaux.

Mettre en réseau

Beaucoup d'organisations de femmes et d'autres ONG travaillent en réseau et ont pris comme objectif d'informer les femmes sur les différentes questions liées au développement et aux politiques et les encouragent à participer à la vie publique. Ces genres de réseaux ont un rôle important à jouer, soit au niveau local, soit au niveau national ou international.





Le travail en réseau fonctionne bien entre et à l'intérieur des organisations et une variété de méthodes sont employées en fonction des circonstances: **TIC (Technologies de l'Information et de la Communication)**, **réunions régulières**, **communications par téléphone**, **bulletins**, **rapports**, etc.

Combiner les méthodes modernes et traditionnelles

Il faut explorer les différentes façons qui permettent aux TIC de **complémenter les canaux de communication traditionnels**, par exemple, les ordinateurs peuvent promouvoir l'accès aux émissions-radio qui sont émises par 'World Space'. Les TIC peuvent contribuer à **réduire l'isolement des femmes et des communautés rurales** en leur donnant l'occasion de participer à des réseaux et en donnant plus de visibilité au travail des populations marginalisées, surtout celui des femmes.

Souvent les **problèmes d'infrastructure**, tels que l'absence de disponibilité et les prix élevés des lignes téléphoniques, des équipements informatiques, d'électricité, ou de ressources alternatives, comme les panneaux solaires, entravent les campagnes d'information et communication.

Pour conclure, les TIC et les méthodes traditionnelles doivent être utilisées ensemble pour maximiser leur impact et pour encourager les populations rurales, surtout les femmes, à **participer pleinement** à la vie de leurs communautés et de leurs pays.

Résumé des stratégies d'information et communication des partenaires Dimitra

Niveau d'opération	Stratégies	Résultats	Impact
Régional/ International	Réseau régional	Bases de données régionales	Coordonner les diverses expertises
	Réseau sous-régional	Collaboration régionale et partenariats Associations régionales indépendantes	Les experts collaborent à travers les organisations
National	Organisations de la société civile	Conférences / Séminaires / Ateliers	Renforcement des capacités et des réseaux
	ONG	Associations de femmes sont formées et sensibilisées comme agents de développement	Diminution de la pauvreté à travers le développement durable pour la gestion des ressources nationales
	Ministères	Mise en place de cellules genre dans les ministères (ex: Tunisie et Jordanie)	Influencer les politiques
	Centres de formations et de recherches	Recherche et ateliers de formation	Lien entre recherche et ONG
Local	Organisations de base	Nouveaux utilisateurs/trices des TIC	Acquisition de connaissances/compétences menant au renforcement des pouvoirs
	Organisations de Femmes Rurales	Augmenter le niveau d'alphabétisation parmi les femmes	Acquisition des compétences au niveau local
	Agents de terrains / visites	Ateliers et formations	Changements dans les approches au développement durable
		Nouvelles structures de base	



Perspectives et orientations futures pour le projet Dimitra

Le but commun du projet à travers toutes les activités est de valoriser les femmes et leurs contributions et, en particulier, de renforcer des capacités des femmes rurales. En travaillant à tous les niveaux avec les femmes et les hommes nous pouvons tenter d'équilibrer des pouvoirs. L'intégration d'une **approche 'genre'** dans les composantes des projets est essentielle pour sensibiliser tous les acteurs de développement.

Pour atteindre les femmes rurales, il faut utiliser les méthodes et outils de communication appropriés

- Le **contact direct avec les femmes rurales** (visites de terrain) reste la façon la plus efficace pour récolter et diffuser les informations qui les concernent. Les actions de sensibilisation et de formation peuvent avoir plus d'impact si on utilise des canaux de communication appropriés, modernes et/ou traditionnels, et les langues locales.
- Les stratégies qui sont souvent les plus efficaces, sont celles qui **combinent les méthodes modernes** (par exemple CD ROM, vidéo) avec les **moyens de communication traditionnels** (par exemple, au Niger, l'arrivée de quelqu'un sur un cheval dans le village signale l'arrivée des nouvelles). Pour assurer la plus grande couverture possible des campagnes d'information et de communication, il faut encourager la promotion de l'accès des femmes rurales aux NTIC, ainsi que l'utilisation des radios rurales. Toutes ces méthodes et outils peuvent également contribuer à l'échange intercommunautaire et au partage des connaissances et expériences locales, régionales et internationales.



“ Nous voulons rendre l'information accessible à la base (aux populations rurales et particulièrement aux femmes) pour assurer la durabilité des projets de développement. Il faut que les femmes rurales prennent la parole et soient entendues ”

Il faut favoriser la mise en réseau des organisations de base

Les organisations communautaires contiennent une mine d'informations et **connaissances locales** sur lesquelles il faut bâtir les stratégies et actions futures. Les voix des femmes sont encore plus fortes quand elles s'unissent pour travailler ensemble. Il est donc important d'encourager la mise en réseau des organisations de base des femmes rurales et de développer l'esprit fédérateur de ces organisations.



Les organisations de base ont besoin d'appui pour encourager leurs efforts

Il faut aider à accroître le pouvoir des organisations de base par le renforcement de leurs capacités. Par exemple, organiser des formations en genre en travaillant avec d'autres agences comme, par exemple, l'UNIFEM, et avec les partenaires Dimitra qui montrent un intérêt particulier dans la formation en genre.

Les experts en communication et en information de la FAO pourraient **renforcer les liens du réseau en apportant leur expertise** pour l'organisation de formations en communication et en gestion de l'information pour le développement (TIC et moyens de communication traditionnels).

Dans le futur proche il est envisagé d'élargir le partenariat et d'étendre le réseau à une autre zone géographique

Le réseau Dimitra va s'étendre aux organisations de la **région des Grands Lacs**. Il existe beaucoup d'organisations très actives dans cette région qui pourraient bénéficier d'un partenariat et d'échanges avec le réseau Dimitra dans les autres régions.

Une autre orientation potentielle, à explorer plus en profondeur, est le travail en partenariat avec les instituts de recherche. Nous devons toujours continuer à **valoriser le savoir-faire et l'expertise du réseau** et capitaliser sur des expériences pour enrichir la base de données Dimitra et la production de documents de travail du réseau Dimitra.

Le plaidoyer est un aspect très important pour accroître l'impact au niveau des prises de décision

Notre objectif, en tant que réseau, est de **sensibiliser sur les questions de genre** au sein des Ministères.

L'important est d'**impliquer d'avantage les associations et surtout celles des femmes dans les sphères de décision**. Ceci peut se manifester par la mise en place d'une unité genre dans les Ministères et par l'établissement des liens de partenariat avec les Ministères concernés par les problématiques à discuter.

Il y a aussi un travail à envisager au niveau politique pour intégrer le 'genre' dans la gestion des ressources naturelles et collaborer avec les décideurs politiques à l'élaboration des stratégies de planification.

Les partenaires déterminent avec les organisations de base leurs propres priorités qui seront soutenues par le réseau

L'organisation d'ateliers et de formations sur des thèmes déterminés par les organisations de base en collaboration avec le plus grand nombre possible de parties prenantes au développement et les partenaires Dimitra est l'un des axes futurs à développer pour le projet.

Il est important de pouvoir mesurer et évaluer l'impact de nos actions

On doit essayer de mesurer le succès des techniques et des campagnes d'information et communication pour éventuellement adapter et affiner les stratégies. Il y a plusieurs façons d'en mesurer les impacts, parmi lesquelles:

- le degré d'appropriation par les femmes rurales;
- l'impact des TIC sur les questions de genre à tous les niveaux - régional, national et local, et
- l'établissement d'indicateurs de suivi et d'évaluation.



Cynthia de Windt

La Méthodologie de l'Atelier: une méthodologie participative

A l'image du projet, qui est participatif par nature, la méthodologie utilisée était aussi participative.

La méthodologie utilisée était basée sur les concepts clés suivants:

- un apprentissage expérimental utilisant la tête et le cœur
- les contributions propres des participants
- des corrections communes basées sur un feedback partagé
- une implication croissante des participants dans l'organisation des procédures de la réunion



Cette méthodologie part de l'hypothèse que les participants apprendront des expériences des uns et des autres au moins autant, sinon plus, que des organisatrices: ce sont les participants qui sont les «expert(e)s». Les facilitatrices ont conçu le plan et la chronologie des activités de façon à ce que les participants prennent petit à petit la responsabilité et la direction de leur propre apprentissage. Le but de cette méthode est de faire que, dans le contexte d'objectifs décidés en commun, le groupe soit en mesure de décider ensemble de faire prendre à la réunion de nouvelles directions et qu'il puisse insérer des procédures différentes que celles prévues initialement – activités/exercices – celles-ci étant suggérées et organisées par les différents participants eux-mêmes.



Cynthia, la facilitatrice

Le calendrier provisoire de planification des activités d'animation prévues par les facilitatrices est disponible dans l'annexe 3.



Première session: Définition des attentes et objectifs

La première matinée de l'Atelier a été l'occasion pour tous de se présenter eux-mêmes et d'en apprendre un peu plus sur les autres participants impliqués dans le réseau Dimitra. Cela a également fourni à chacun la possibilité de dire quelles étaient ses attentes personnelles sur l'Atelier Dimitra et qu'en devraient être les résultats.

“

**A la question: « Quelles idées espérez-vous emporter avec vous ? »
les réponses suivantes ont été fournies:**

- Des contacts et partenariats nouveaux
- Des idées pour la mise en réseau
- Des stratégies pour rendre les TIC accessibles
- Une meilleure connaissance des membres du réseau Dimitra
- Une meilleure connaissance des méthodes d'échange d'information
- Une Charte Dimitra
- Un accès plus facile à l'information par le réseau
- Des idées sur la façon dont les TIC modernes peuvent être utilisées en complément des moyens d'échange d'information traditionnels
- Des idées sur la mise en réseau
- De nouvelles idées sur la façon de travailler
- Des idées pour surmonter les obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès à l'information
- Des contacts pour des visites régionales

”

Ces idées ont créé la base d'une réflexion plus profonde sur les futures priorités du projet.

Avant la réunion, tous les partenaires Dimitra avaient complété des questionnaires en vue de la préparation d'un recueil des meilleures techniques en matière d'information et communication des partenaires de Dimitra. Ces questionnaires ont été utilisés comme bases de discussion et d'exercices au sein du groupe (voir annexe 4).

Les réponses des partenaires ont été divisées en 2 grandes catégories:

'Les Campagnes d'Information'

et

'La Collecte et la Diffusion de l'Information'



LES TRAVAUX DE GROUPE

Les partenaires ont partagé avec le groupe des exemples d'expériences inédites ou intéressantes. Ceci a aidé chacun à :

- ⊙ développer des stratégies pour des campagnes d'information réussies;
- ⊙ examiner différents moyens pour combiner des méthodes d'information et de communication et maximiser leur impact.

Voici quelques exemples saillants de cette discussion :

1. Les Campagnes d'Information

- Les **méthodes traditionnelles** sont toujours efficaces dans de nombreux pays: crieurs, camions d'information, tambours, centres locaux de ressources, chefs religieux et traditionnels.
- Les **méthodes modernes et traditionnelles** peuvent être combinées, par ex., en impliquant les chefs traditionnels pour organiser des réunions communautaires s'ils sont sensibilisés aux enjeux en présence.
- Les **campagnes d'affichage** sont très utiles car elles transmettent un message visuel fort dans des endroits avec des taux d'analphabétisme élevés.
- Une **combinaison** de plusieurs méthodes peut être très efficace dans les zones rurales: images, diapositives, tableaux, groupes de discussion... Les gens ont besoin d'exprimer leurs besoins, leurs doutes et leurs questions dans leur propre langue.
- La **radio** est un instrument politique très important et peut aider l'information qui circule localement à aller jusqu'au niveau des décideurs. Les radios rurales permettent aux populations locales de discuter et de partager leurs connaissances sur des problèmes qui sont particulièrement pertinents pour eux et pour leur communauté.
- Bien que nous sachions que beaucoup d'organisations d'appui de femmes n'ont pas d'**accès à Internet**, nous pouvons penser qu'elles sont ou seront en contact avec d'autres organisations qui ont accès et peuvent partager et distribuer cette information en la transformant pour un usage local.
- En travaillant ensemble avec les parties prenantes du développement, les femmes et les hommes des organisations d'appui peuvent être formés pour être en mesure de publier leur propre information sur l'Internet.
- Il faut faire une distinction entre les méthodes utilisées pour travailler directement avec les femmes rurales et les méthodes utilisées par les fournisseurs de service de communication. Les fournisseurs de service (tel Women'sNet) peuvent apprendre beaucoup des organisations qui travaillent directement avec les femmes rurales, particulièrement pour les aider à développer des méthodologies. Les **technologies appropriées** peuvent donc être utilisées dans un contexte tout aussi approprié.



“ Nous voulons échanger des idées pour surmonter les obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès à l'information ”



2. La Collecte et la Diffusion d'Information

- L'information qui est publiée sur l'Internet peut être remise en forme selon les besoins. Les gens peuvent prendre l'information d'Internet et faire la remise en forme pour une diffusion vers la base, en traduisant en langue locale et en simplifiant le contenu (par ex. quand il s'agit d'un texte de loi).
- Une série de discussions à la base a été organisée au Sénégal pour permettre aux femmes rurales de participer à un forum électronique et de faire entendre leurs voix sur l'Internet. Cet exemple est à renouveler.
- Les paysans peuvent utiliser leurs téléphones portables pour connaître le prix des marchandises et communiquer avec les producteurs sans passer par un intermédiaire. La diffusion de téléphones portables doit être accrue.
- Des échanges (par ex. par lettre) peuvent avoir lieu entre des personnes de différents villages grâce à l'accroissement du taux d'alphabétisation. Ceci peut faciliter de nombreux types de transactions et de partage des connaissances.
- De la même façon qu'il est utile d'être en réseau avec d'autres organisations qui ont les mêmes objectifs, il est également utile de travailler à différents niveaux, par ex., au niveau intermédiaire, à travers les réseaux qui travaillent avec des organisations de bases et au niveau international, par une collaboration avec des organisations internationales de développement.
- La visibilité des femmes rurales peut être accrue au niveau institutionnel.
- Au sein des organisations de base, les femmes et les hommes peuvent partager le pouvoir de façon égale si on encourage le renforcement des procédures des prises de décision au niveau des villages. Il faut que les femmes puissent et osent se présenter dans les différentes instances de décision.
- Des réseaux informels sont plus libres d'agir comme ils l'entendent. L'établissement d'un réseau genre avec des points focaux évite d'être face à des barrières administratives et facilite la collecte, le partage et la diffusion de l'information.
- Les organisations peuvent utiliser leurs réseaux existants pour renforcer les objectifs de Dimitra et vice-versa.
- Nous devons continuer à nous battre pour renforcer les pouvoirs des femmes rurales – en fournissant un accès aux technologies de l'information, on leur donne accès à la connaissance.

En partageant leurs méthodes de travail préférées, les difficultés auxquelles ils sont confrontés et leurs objectifs, les partenaires du réseau Dimitra ont commencé à rédiger un plan d'action commun basé sur les expériences, espoirs et meilleures pratiques de chacune et chacun.



Deuxième session: Les échanges d'idées et d'expériences

La deuxième journée du travail de groupe était centrée sur les idées et expériences des partenaires pour mener à bien une Campagne d'Information et de Communication réussie. Chaque partenaire avait dix minutes pour partager l'essence de sa « Campagne réussie » suite à quoi tout le groupe réagissait. Un certain nombre d'exemples étaient particulièrement illustratifs.

🕒 Informer oralement

L'une des méthodes qui frappa l'imagination de tous fut l'exemple donné par l'ONG-VIE au Niger. Dans les zones rurales de ce pays, l'information est toujours transmise oralement et l'arrivée d'un cavalier au village donne immédiatement le signal et les gens se réunissent naturellement autour du cavalier pour écouter les nouvelles. Toutefois, le travail que l'ONG-VIE a entrepris dans le secteur de l'éducation contribue à développer davantage les échanges entre les villages et les communautés et les encourage à travailler ensemble pour leur bénéfice mutuel. L'ONG-VIE a produit un impact important dans les niveaux d'alphabétisation dans les villages où elle a travaillé (46%) comparés aux 19% dans les autres villages. De plus, 58% des 46% des bénéficiaires mentionnés sont des femmes.

🕒 Renforcer les pouvoirs par la formation

Au Ghana, le POSDEV a aidé à renforcer les pouvoirs des femmes par des séminaires et des ateliers, surtout dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau/système sanitaire, de l'alphabétisation et de la bonne gouvernance. Grâce à l'efficacité des membres, il est possible

d'accroître la sphère d'information dans les zones rurales et d'aider les femmes à travailler plus efficacement et avoir plus de possibilités d'avoir accès à la micro-finance.

“ Renforcer les pouvoirs des femmes par des informations utiles. ”

🕒 Accroître la visibilité au niveau de la prise de décision

En Tunisie, le CREDIF a réussi à faire intégrer Dimitra dans le Plan pour la Promotion des Femmes Rurales pour la période 2002-2006. Les portes sont déjà ouvertes pour le projet et l'équipe Dimitra-Tunisie a été invitée à présenter le projet pendant la Journée de la Femme Rurale 2002. C'était la seule organisation



Ecouter et échanger



qui a, lors de cet événement, fait une présentation sur Internet. Les Guides Dimitra et les Bulletins ont aidé à profiler les petites organisations locales et à leur donner une visibilité internationale, avec des possibilités éventuelles de financement.

⊙ **Se renforcer mutuellement dans un réseau**

Au Sénégal on constate une plus grande participation des femmes dans les instances de décision à tous les niveaux. Cette tendance est renforcée par le législateur car la nouvelle Constitution de 2002, consacre, dans son Article 15, l'égalité entre les hommes et les femmes pour accéder à la possession et à la propriété de la terre. Les partenaires d'Enda-Pronat au Sénégal ont aussi vu les fruits de leur travail récompensés. Les femmes sont au centre de nombreuses activités politiques et elles voient leurs pouvoirs renforcés grâce à l'accès aux NTIC, à l'information, à la connaissance et par leur mise en réseau.

⊙ **Maximiser les bénéfices des liens informels**

A Madagascar, l'ONE espère pouvoir utiliser ses réseaux déjà existants pour compléter les objectifs du projet Dimitra. L'ONE encouragera particulièrement l'interaction avec les autres points focaux genre de ses réseaux informels.

⊙ **Fournir la bonne information à la bonne personne**

Women'sNet publie une information pertinente pour les femmes sur l'Internet, comme les législations en vigueur sur les droits des femmes, les endroits où les femmes peuvent trouver les informations dont elles ont besoin, etc. Women'sNet travaille aussi beaucoup sur l'impact du genre sur les politiques des TIC et sur la façon d'évaluer les projets TIC avec une perspective de genre. Différents groupes sont ciblés (comme les adolescentes) et les thèmes qui sont importants pour ces groupes sont traités. Le travail de Women'sNet a un impact sur le renforcement des pouvoirs des femmes par la canalisation des bonnes informations vers les personnes adéquates et par une meilleure compréhension sur l'impact qu'a le genre sur les décisions et les choix technologiques.

“ Mettre en valeur et promouvoir les initiatives locales des femmes. ”

⊙ **Etre présent à tous les niveaux d'activité**

CARDNE travaille à différents niveaux à travers ses points focaux, les ONG et au niveau de la base. CARDNE œuvre aussi au renforcement des pouvoirs des femmes par des conférences, des ateliers et des séminaires.

⊙ **Travailler pour inclure une perspective de genre dans la loi**

FAN inclut la perspective de genre dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et travaille sur la réduction de la pauvreté par le développement durable. Une victoire majeure pour l'organisation a été récemment l'inclusion d'une section sur la participation communautaire dans la gestion de la forêt dans la nouvelle Loi Forestière.



LES TRAVAUX DE GROUPE

⊙ Créer les synergies

L'AMSED travaille pour créer des synergies entre différents types d'organisations par l'organisation de séminaires et d'ateliers au niveau national sur des thèmes comme l'environnement et le développement durable. L'accent est mis sur l'encouragement des associations à devenir indépendantes et à créer leurs propres structures, et sur

“ Echanger l'information et se mettre en réseau. ”


la mise en contact avec des bailleurs. Les visites d'échange sont également encouragées et aident les initiatives locales à prendre de l'importance. L'AMSED travaille aussi sur la mise en place d'un portail de développement qui liera environ 180 associations. La base de données contiendra des informations sur les initiatives de développement mises en œuvre au Maroc. Le projet Dimitra est un bon exemple de la façon dont les informations sur les ONG peuvent être organisées clairement, ce qui n'est pas souvent le cas.

⊙ Utiliser les personnes-ressource pour atteindre les populations rurales

SANGONeT travaille aux niveaux national et local. Bien que l'organisation n'ait pas de liens directs avec les groupes ruraux, elle utilise des personnes ressource pour leur transmettre l'information.

A la fin de la journée, le groupe s'est scindé selon les langues:

- Un groupe anglophone a utilisé tout le matériel fabriqué pendant les sessions précédentes pour regrouper l'expertise globale de tous dans ' Les meilleures pratiques des partenaires Dimitra en information et communication.'
- Un groupe francophone a travaillé sur: 'Les perspectives et orientations futures des partenaires Dimitra.'



« Nous travaillons pour réduire les discriminations à l'encontre des femmes et améliorer leur participation dans la société. Nous voulons renforcer les capacités et les compétences des femmes et utiliser les technologies de l'information et de la communication pour améliorer leurs vies. »

« Nous voulons encourager les femmes à explorer la convergence entre les techniques traditionnelles et culturelles de communication et les techniques modernes qui sont disponibles maintenant. »



AUTO-ÉVALUATION

L'auto-évaluation a été organisée avec un système de vote pour permettre aux participants de donner une note aux objectifs et à d'autres aspects sur lesquels les organisatrices voulaient un feedback: les attentes des participants, leurs contributions, l'organisation générale de la réunion, les salles de réunion et la facilitation. La liste – écrite sur une grande feuille de papier – a été collée avec une graduation de 0 à 100 pour chacun des aspects. Chaque participant a reçu une feuille avec des papiers collants pour voter sur chaque volet. Pour voter, il suffisait de placer un papier collant à l'endroit qui représentait le taux de réussite, de satisfaction ou d'efficacité perçu par chaque participant pour chaque élément. Nous nous sommes ensuite tous assis en cercle pour analyser les résultats et les participants ont eu la possibilité de commenter leur choix.

Objectif 1:

Examiner les diverses techniques d'information et de communication utilisées par les partenaires

PAS ATTEINT		TOTALEMENT ATTEINT
0	x	100
	11	2

Le sentiment majoritaire varie entre 80 et 100% pour cet objectif et les raisons avancées sont que la réunion offrait de très nombreuses possibilités de parler et d'échanger des expériences avec les autres. La raison pour ne pas voter 100% est que nous sommes conscients que nous voulons apprendre toujours plus!

Objective 2:

Produire ensemble des meilleures pratiques des partenaires Dimitra en information et communication basées sur leurs expériences

PAS ATTEINT		TOTALEMENT ATTEINT
0	x	100
	13	

De nouveau, le total des votes arrive aux alentours de 80% de réussite. Maintenant, il nous faut continuer des échanges horizontaux entre les pays du Sud directement. Ceci pourrait être fait en créant un groupe de discussion entre les membres de Dimitra pour que les idées soient partagées et diffusées plus largement, et pas seulement dans un seul sens de chaque organisation vers Dimitra et retour. Il faut établir un forum ou un réseau électronique pour discuter et partager nos expériences.

DE L'ATELIER



Objectif 3:

Déterminer ensemble les futures priorités du projet et rédiger une proposition de projet

	PAS ATTEINT			TOTALEMENT ATTEINT		
0	x	x	x	x	x	100
	3	5	3	1	1	

Ces résultats se situent toujours entre 50 et 75% de taux de réussite. Notre expérience est en train de passer d'un accent sur des groupes spécifiques à l'art de la mise en réseau et à la détermination de leurs propres priorités par les partenaires et les groupements à la base. L'engagement vers cet aspect de mise en réseau a été souligné très fortement pendant toute la réunion.

Objectif 4:

Créer des synergies avec des représentants des Ministères et de la société civile intéressés par le développement

	PAS ATTEINT			TOTALEMENT ATTEINT		
0	x	x	x			100
	5	4	4			

La majorité des voix se situe entre 50 et 75% mais l'un des participants a dit « C'est 100% car j'ai été inondé de questions sur mon projet » ! Il est indispensable d'établir plus de contacts, de développer la base de données et de construire sur ce que nous avons déjà. Il faut établir des liens avec les instituts de recherche.

Vos attentes:

Mise en réseau, partage d'études de cas et expériences réussies. Apprendre, planifier, raviver les motivations, connaître de nouveaux partenaires, avoir accès aux TIC, etc.

	PAS SATISFAITES			TOTALEMENT SATISFAITES		
0			x			x
			10			3

« Cette réunion a dépassé mes attentes »; « Je me sens rajeunie »; « J'ai acquis une nouvelle énergie »; « J'ai été inspiré par l'esprit d'équipe de tous ».



AUTO-ÉVALUATION DE L'ATELIER

Les contributions que vous vous étiez engagés à fournir: nouvelles idées, discussions animées, ouverture, engagement à renforcer les liens et le réseau, planification stratégique et suggestions pour aller de l'avant.

PAS SATISFAISANT	TRÈS SATISFAISANT	
0	x	x
	2	11
	100	

Aucun commentaire car la majorité des voix est au-delà de 90%.

Organisation générale par Dimitra Bruxelles: par exemple, voyage et transport, soutien et services offerts par le bureau, réunions, traductions, visite de musées, endroits pour les réunions, etc..

PAS SATISFAISANT	TRÈS SATISFAISANT	
0		x
		1
	12	

« La diversité des partenaires était fantastique »; « L'hôtel, très proche du bureau de Dimitra et très central dans Bruxelles avec des moyens de transport à proximité »; « Les collègues de Dimitra Bruxelles se sont montrés très attentives et particulièrement délicates pour tout ce qui concerne les problèmes d'argent, etc. »; « Cela a été une grande chance de pouvoir être en contact direct avec des gens. Rien à voir avec les liens que l'on peut avoir en ligne »; « Bravo pour Tiziana et Judith, pour leur aide parfaite et c'était génial d'avoir le soutien d'Alan et son expertise en TIC. »

Endroit

PAS SATISFAISANT	TRÈS SATISFAISANT	
0	x	
	1	
	12	

« J'ai aimé les changements des lieux »; « changer d'endroit était agréable! »

Facilitation

PAS SATISFAISANT	TRÈS SATISFAISANT	
0		
	13	

Bravo à la facilitatrice!

“ L'enthousiasme de tous m'a donné une immense énergie... ”





Auto-Evaluation – suite et fin

Pour le dernier volet de l'évaluation, nous avons utilisé une technique appelée: mise en réseau/ toile d'araignée. L'objectif est que tous les participants parlent de ce qu'ils ont vécu pendant l'Atelier.

Procédure utilisée: debout en cercle. Début: un participant tient une grosse boule de corde. On lui demande de compléter la phrase: « pendant cette réunion, voici ce que j'ai appris... » et de parler de sa propre expérience de découvertes. Après avoir terminé la phrase, la personne lance la boule vers un(e) autre participant(e). Cette personne raconte alors sa propre expérience nouvelle, puis elle prend la boule de corde et l'envoie vers une autre personne dans le cercle. Ceci continue jusqu'au moment où tout le monde a participé et est connecté par la toile formée par la boule et par le réseau des expériences communes.

Voici des citations exprimées par les participants sur leurs expériences pendant l'Atelier:



- **Joie** de rencontrer et d'avoir la possibilité de travailler ensemble: amplification du réseau;
- **Enthousiasme** de chacun dans un esprit Dimitra, de rencontrer des gens avec des connaissances nouvelles;
- Bien que m'attendant à rencontrer des personnes pleines de ressources, j'ai été surprise par le **dynamisme** ambiant;
- La **force** se trouve dans la diversité des participants, des langues et de l'expertise: elle **enrichit** le projet;
- Une chance de voir le monde au-delà de l'esprit Dimitra; nous sommes prêts à **construire des choses ensemble**;
- A l'inverse d'autres réunions de réseau, j'ai aimé rencontrer chacun et chacune et me **connecter** avec ce groupe spécial de gens qui travaillent avec tant de joie;
- Le groupe est **plein de ressources** et je suis surprise par la diversité des cultures et des expériences;
- J'ai été **impressionnée** par les méthodes traditionnelles de communication, comme les camions, les crieurs publics, etc.;
- **L'atmosphère** du groupe était excellente: travail superbe;
- J'ai été impressionnée par l'organisation de la réunion, plus réussie que la dernière auto-évaluation qui avait déjà montré une grande **richesse d'expériences**. Ici, les méthodes de travail étaient excellentes, on ne voyait pas le temps passer et l'on n'a pas senti combien on a travaillé. Les contacts directs ont conduit à de nouvelles possibilités de travail;
- J'ai été surpris par l'**esprit Dimitra**, fantastique de rencontrer toutes les personnes après tous les e-mails. Cette réunion donne de nouvelles motivations de travail, plus d'enthousiasme et crée des liens forts;



AUTO-ÉVALUATION DE L'ATELIER

- Je suis arrivée un peu angoissée car je ne connaissais personne et parce que j'avais fait le voyage en dernière minute. J'ai été surprise de voir comment tout le monde **a travaillé ensemble** dès le premier jour. Mon organisation est le partenaire le plus récent de Dimitra et elle cherchait des ressources. J'ai **trouvé un réseau fort et dynamique**, prêt à soutenir les nouveaux membres, un rêve en train de devenir la réalité;
- **Tellement heureux de collaborer** à ce projet. J'ai appris tant de tout le monde: de nouvelles connaissances, être exposé à des langues diverses et de nouveaux moyens de communication;
- **L'enthousiasme** de tous m'a donné une **immense énergie**, et je suis déterminée à faire un succès de tout ceci, et de tout mon apprentissage;
- 1ère phase de l'engagement, 2ème phase: je suis heureuse de trouver **encore plus d'implication**. C'était important de voir les visages des gens; le contact est important: il nous renforce tous;
- Toute la **sagesse de l'Afrique** mise en valeur par les proverbes africains et les dictons. Il y a un nouveau souffle de vie dans le projet en Tunisie où une nouvelle personne viendra travailler avec nous.

”



“ Un réseau fort et dynamique ”



Annexes

Discours, présentations,
méthodologie et questionnaire



Atelier de relance Dimitra avec les partenaires d'Afrique et du Proche-Orient

Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI)

Liste des participants Mercredi 23 Octobre 2002

ABDOULAYE Ali	Coordinateur [ONG-VIE Kande Ni Bayra, Niger]
ABOU-OUAKIL Mohamed	Chef de la Division Planification Familiale [Ministère de la santé, Maroc]
ASARE Dorothy	Coordinatrice [POSDEV, Pan-African Organisation for Sustainable Development, Ghana]
BADJI Moussa	Secteurs Infrastructure de base et Eau [DGCI]
BALAN Aso	Coordinatrice [SANGONeT, Afrique du Sud]
CAREME Claude	Aide alimentaire [DGCI]
DAVIS Angella	Cadre associée [Projet Dimitra (Accra, Ghana)]
DEVOS Etienne	Ingénieur du Génie Rural
DE MOOR Peter	Etudiant [Univers]
DE BACKER Harry	Administrateur Principal [Commission Européenne - DG Développement]
DE BECKER Leen	Experte Genre, Direction Stratégies [DGCI]
DE TEMMERMAN Nicole	Gestionnaire projets Fonds Belge de Survie [DGCI]
DE WINDT Cynthia	Facilitatrice [Projet Dimitra]
DEKERCK Philippe	Responsable Programme [Fonds Ingrid Renard ONG dév. Belg.]
DESCHUYTENER Florence	Desk-géo Niger-Mali-Burkina Faso [DGCI]
DESCHUYTENER Guy	Chef de Service Coopération Nations Unies [DGCI]
DUSEPULCHRE Nadine	Conseiller adjoint [DGCI]
ERDMANTS Martha	Conseiller adjoint aide d'urgence [DGCI]
FRANCESCHELLI Tiziana	Assistante [Projet Dimitra]
GASMI Mabrouka	Coordinatrice [CREDIF, Tunisie]
GRACEY Judith	Chargée de projet [Projet Dimitra]
HOSNA Fadila	Direction Stratégies [DGCI]
ILBOUDO Jean-Pierre	Spécialiste de la Communication [FAO/SDRE, Rome]
KAYED AL-MAJALI Samira	Coordinatrice [CARDNE, Jordanie]
KRGYZENOWSKI Jacqueline	Secrétaire [DGCI]
LEMEIRE Gaby	Conseiller adjoint Service Afrique Occidentale [DGCI]
MALPAS Nicole	Conseiller 'Genre' [CTB, Coopération Technique Belge]
MAQUESTIAU Pascale	Chargée des relations internationales [FLCPF, Fédération Laïque de Centres de Planning Familial]
MASESE Rose	Coordinatrice [FAN, Forest Action Network, Kenya]
MOUSSAOUI Issam	Coordinateur [AMSED, Association Marocaine de Solidarité et de Développement, Maroc]
MAJCHRZAK Alysse	Assistance administrative temporaire [Projet Dimitra]
NAJROS Eliane	Coordinatrice [Projet Dimitra]
NDIAYE SOW Fatou	Coordinatrice Dimitra [Enda-Pronat, Sénégal]
NIAMEOGO Françoise	Présidente [Fédération Nationale des femmes rurales du Burkina Faso]
NYANGE Françoise	Animatrice Rurale [ONGD Copromor RDC Kasaïoee, RDC]
PARFONRY Roland	Conseiller adjoint, Gestionnaire Programme FAO [DGCI]
PRIMO Natasha	Coordinatrice [Women'sNet, Afrique du Sud]
RASAMIMANANA Vololomihaja	Coordinatrice [Office National pour l'Environnement (ONE), Madagascar]
RENARD Antoine	Conseiller adjoint Cellule aide alimentaire [DGCI]
REYES SANCHEZ Leticia	Nutritionniste et Santé Publique, Consultante Genre, Eau, Hygiène and Assainissement
SOW Mariam	Coordinatrice [Enda-Pronat, Sénégal]
STANFELD Alan	Assistance technique temporaire [Projet Dimitra]
TREINEN Sophie	Chargée de l'information [FAO/SDWW, Rome]
VAN DOOREN Martine	Conseiller général, Direction Stratégies [DGCI]
VAN OFFELEN Marion	Experte Genre, Direction Stratégies [DGCI]
VANDE VEEGAETE Michel	Chargé de l'information [Le Monde selon les Femmes]
VAN THOURNOUT Frank	Conseiller adjoint [DGCI]



Atelier de Relance du Projet Dimitra – 23 octobre 2002
 Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI), Bruxelles

Discours de Madame Martine Van Dooren
 Conseiller général DGCI, Belgique

L'IMPORTANCE DE LA MISE EN RÉSEAU DES ORGANISATIONS DE FEMMES RURALES

Chers collègues, amies et amis,

Je suis heureuse de vous accueillir ici et je remercie en particulier les partenaires de DIMITRA, nos collègues de la FAO, ainsi qu'Eliane Najros et son équipe d'avoir accepté de partager leurs connaissances et leurs expériences dans le domaine de la communication et de l'information en zone rurale.

Depuis 1998, la Coopération belge finance le projet DIMITRA dans le cadre de son partenariat avec la FAO. Cette année, DIMITRA est entré dans une nouvelle phase de trois ans. Nous sommes toutes et tous convaincus de l'importance cruciale de la mise en réseau des organisations de femmes rurales pour la lutte contre la pauvreté et de façon plus globale la réalisation des objectifs de développement du Millénaire et nous tenons à vous féliciter pour le travail accompli.

Dans la perspective du Sommet Mondial sur la Société de l'Information, le projet DIMITRA prend une place toute particulière, l'accès à l'information devant être considéré comme un droit universel et les technologies de l'information comme un instrument essentiel au développement durable.

Récemment, le président du FIDA nous rappelait que sur les 1.2 milliards de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté, environ les trois quarts, soit 900 millions, vivent en zone rurale et dépendent de l'agriculture, des marchés et des services pour leur subsistance. Parmi ceux-ci se trouvent des agriculteurs, des éleveurs et surtout des femmes qui sont les principales productrices de nourriture et qui pourtant n'ont qu'un accès limité aux ressources. Or, même si l'attention internationale se porte sur la réduction de la pauvreté et le développement durable, le soutien à l'agriculture et aux zones rurales a diminué drastiquement ces dernières années. Si nous voulons atteindre les objectifs de développement du millénaire, il faut recentrer nos efforts sur ces zones, et renforcer les capacités de la société civile

(surtout des organisations de femmes) pour qu'elle puisse influencer l'agenda politique et l'allocation de ressources en fonction de ses besoins et attentes.

Comme l'atteste un récent rapport du CAD, la pauvreté est pluridimensionnelle¹. Elle traduit l'impossibilité d'accéder à des conditions de vie adéquates et recouvre les domaines essentiels dans lesquels hommes et femmes connaissent des privations. Elle s'exprime en termes économiques, humains, politiques, socioculturels mais surtout par un sentiment d'impuissance, d'exclusion surtout présent chez les femmes. La prise en compte de la dimension genre est donc essentielle à la réduction de la pauvreté dans toutes ses dimensions. L'accès des femmes à l'information et à la communication et leur appropriation, ainsi que la mise en réseaux constituent un levier puissant pour que les voix, les intérêts des femmes soient entendus, qu'elles puissent revendiquer leurs droits, dont ceux de la terre, et que leur capacités soient ainsi renforcées dans l'intérêt de leurs familles, de leurs communautés et de leurs pays.

DIMITRA est un projet porteur d'innovations et d'avenir que nous sommes heureux de soutenir. Son impact se fait sentir tant dans le Sud que dans le Nord. Les collègues des affaires étrangères, de la DGCI et de la CFB peuvent en témoigner. Encore récemment une mission de la DGCI s'est rendue au Maroc et a fait appel au réseau DIMITRA pour rencontrer des organisations de femmes et bénéficier de leurs expériences et de leurs conseils. Ce projet met également en lumière l'importance d'avoir une culture de partage des connaissances. Nous devrions nous en inspirer au sein des organisations dans lesquelles nous travaillons.

Quelles perspectives pour l'avenir? En Afrique, le réseau est pour le moment limité à un certain nombre de pays. Ceux de la région des grands lacs n'en font pas partie. Il devrait être envisagé de combler ce vide pour sortir les femmes rurales de leur isolement et leur donner les moyens de prendre une part plus active aux décisions prises sur le plan local, national ou international.

1 Les lignes directrices du CAD – La réduction de la pauvreté, OCDE, 2001



Atelier de Relance du Projet Dimitra – 23 octobre 2002
Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI), Bruxelles

Discours de Monsieur **Ali Abdoulaye**,
Coordinateur de l'organisation ONG-VIE Kande Ni Bayra, Niger

EDUCATION POUR TOUS AU NIGER, DÉFIS ET EFFORTS EN COURS

C'est un réel plaisir pour moi d'être le porte-parole de mon pays afin de vous brosser la situation de l'éducation au Niger.

C'est un sujet assez vaste et passionnant que je m'efforce-rais de vous livrer de manière synthétique.

Mon pays le Niger est situé au cœur de l'Afrique et sa population est estimée à 10 millions d'habitants dont 51% de femmes. Sa population est jeune et son taux de croissance démographique, l'un des plus élevé au monde, est d'environ 3,3% par an. La couverture sanitaire est très précaire et tourne autour de 48% et le personnel de santé demeure insuffisant avec un médecin pour 32.432 habitants et une sage-femme pour 6393 femmes en âge de procréer. La sécurité alimentaire demeure une préoccupation constante avec un cycle de sécheresse tous les dix ans. Le Niger est également un pays enclavé dont le climat hostile connaît des variations très importantes. Les différents rapports du PNUD sur le développement humain révèlent une forte intensité de pauvreté de la population avec 64,31 en 1997; 66,73 en 1998 et 62,16 en 1999. La lecture de ces ratios indique que la pauvreté touche 66% de personnes parmi lesquelles 36% sont extrêmement pauvres.

En 2002, le taux brut de scolarisation n'a atteint que 41,7% et le taux d'alphabétisation seulement 19,9%. A cela s'ajoutent des disparités significatives entre zones urbaines et rurales et entre sexes. En définitive, le Niger se classe au rang des pays les moins nantis du point de vue de l'indice de développement humain.

Comme vous le savez certainement, le Niger est reconnu pour son hospitalité légendaire; c'est un pays dans lequel les communautés qui le composent vivent en symbiose et où le multilinguisme y est très développé. C'est également un pays de tourisme et d'artisanat. Le Niger est aussi un des rares pays au monde dans lequel le financement de l'éducation était, récemment encore, à la charge quasi-exclusive de l'Etat.

Enfin, le Niger est aussi et surtout un pays où le système éducatif demeure en chantier.

Pourtant, la promotion de l'éducation était une priorité de tous les gouvernements, et ce, depuis l'accession du pays à son indépendance politique, en 1960. A cette date, en matière d'éducation formelle, le Niger était le pays le moins scolarisé de l'Afrique de l'ouest avec un effectif de 21 054 élèves soit 3% de la population scolarisable. Dans le domaine de l'alphabétisation des adultes, le taux n'était que de 1%.

Malgré la mise en application du Plan d'Addis Abeba qui prônait la généralisation de l'enseignement primaire en vingt ans sur l'ensemble du continent africain, et malgré les efforts consentis dans le domaine de l'éducation par l'état du Niger avec des allocations budgétaires de l'ordre de 20% de son budget général, les améliorations quantitatives et qualitatives de l'offre éducative seront en deçà des espérances. A titre illustratif, pour la période 1990 à 2000, les effectifs au niveau de l'éducation formelle ont cru en moyenne de l'ordre de 4,4% alors que dans le domaine de l'alphabétisation le nombre des effectifs n'a augmenté que de 1,8. Cette tendance à la stagnation et à la détérioration des résultats en matière d'éducation était due en partie à la mauvaise compréhension du concept d'éducation de base, alors confondu avec celui de scolarisation. Cette situation a créé un déséquilibre qui s'est traduit par un financement plus important de l'éducation formelle au détriment de l'éducation non formelle, et cela pendant très longtemps. Actuellement, le système éducatif nigérien est caractérisé d'une part au niveau du secteur formel par un faible taux de scolarisation, de forts taux d'abandon et de redoublement, une inefficacité interne et externe et un coût unitaire par élève très élevé. D'autre part, au niveau du secteur non formel, un taux d'alphabétisation très bas, des programmes standardisés, une absence de visibilité sur les actions et une absence de cadre de concertation.

Au début de la décennie 1990, le Niger assiste à l'émergence des organisations de la société civile qui revendiquent une plus grande participation dans les actions de développement.



A la fin de la décennie 1990, le Niger amorçait une véritable réforme de son système éducatif avec la promulgation par le Gouvernement de la loi 98-12 du 1er juin 1998 portant orientation du système éducatif nigérien. Cette loi qui opte pour le bilinguisme langue nationale-français est venue combler un vide juridique en définissant aussi bien les limites de l'éducation de base que les charges imputables à tous les partenaires impliqués dans le processus éducatif.

En avril 2000, le Niger prit part à la Conférence Internationale sur l'Education Pour Tous à Dakar (EPT) et pris l'engagement de se doter d'un plan d'action pour l'EPT. Le pays a ensuite procédé à l'élaboration de son Plan Décennal de Développement de l'Education (PDDE-2002-2012) de manière consensuelle en impliquant tous les partenaires de l'éducation. Ce plan inaugure une nouvelle ère de partenariat entre l'Etat, les partenaires au développement, la société civile et les communautés à la base. Cette situation se traduit d'ailleurs dans le domaine de l'éducation non formelle par l'option du gouvernement pour la stratégie du faire-faire qui confère à l'Etat le rôle d'impulsion, de coordination et d'évaluation des actions et aux opérateurs le rôle d'exécution à travers des ententes contractuelles.

De ce fait, le Plan Décennal de Développement de l'Education du Niger (PDDE) vient conforter les objectifs de l'EPT, en participant au relèvement exponentiel du taux de scolarisation à 84 et celui d'alphabétisation à 44, d'ici 2015. Ainsi parmi les choix stratégiques du PDDE on peut retenir: l'amélioration de l'accès à l'éducation de base surtout pour les jeunes filles et les femmes, la correction des disparités entre zones urbaines et rurales, la refondation des curricula et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP), dont le Plan Décennal de Développement de l'Education est une composante essentielle, adoptée en janvier 2002 par le gouvernement du Niger témoigne, si besoin est, de sa volonté manifeste quant aux conditions à réunir pour amorcer un développement durable qui passe indubitablement par la santé et surtout par l'éducation.

L'élaboration de textes réglementaires et lois régissant le fonctionnement du système éducatif, révèle des insuffisances comme la faiblesse de la prise en compte de l'éducation spécialisée, l'absence d'une approche intégrée de la prise en charge de la petite enfance, la non diversification de l'offre d'éducation en faveur des adolescents et des adultes, la faiblesse du partenariat selon l'esprit de Jomtien, le manque d'ambition des stratégies et objectifs dans les programmes relatifs à l'atteinte des objectifs de développement socio-économique, l'absence d'étude sur la demande en éducation, la non prise en compte des nouvelles tech-

nologies de l'information et de la communication, la non disponibilité d'un curriculum référentiel pour l'éducation de base et surtout la non prise en compte du renforcement des capacités de tous les intervenants.

Conscientes que les actions proposées ne sauraient permettre d'atteindre les objectifs fixés, les organisations de la société civile se sont regroupées en octobre 2001 au sein d'un réseau de pointe dénommé: Réseau des Opérateurs du Secteur Educatif du Niger (ROSEN), afin de lutter et de créer une synergie d'action entre le Programme de Décennal de Développement de l'Education et le Plan National d'Action pour l'EPT auquel le Niger a souscrit au Forum Mondial sur l'éducation tenu en avril 2000 à Dakar.

En somme, il s'agit pour ce réseau de s'assurer de la démocratisation de l'éducation afin d'offrir les mêmes chances d'accès à toutes les femmes, toutes les filles, tous les garçons et tous les hommes du Niger.

Plusieurs actions qui constituent un prélude au partenariat entre l'Etat et la société civile ont d'ores et déjà été engagées comme:

- La mobilisation de la société civile pour la mise en place d'une coalition nationale en faveur de l'EPT;
- La réalisation d'une étude de cas sous l'égide de la Coalition régionale ANCEFA;
- Les investigations sur les ressources budgétaires en faveur de l'éducation au Niger principalement au regard de l'initiative PPTe;
- L'organisation et la commémoration récente de la semaine mondiale de L'EPT sur toute l'étendue du territoire;

Voici d'une manière schématique, le profil que présente l'éducation au Niger. Vous avez pu, j'en suis sûr en mesurer les contours.

Je ne saurais terminer cet exposé sans vous confirmer que l'éducation au Niger est en refondation et que tous les acteurs du domaine sont d'avis que sa réussite repose sur la mobilisation de toutes les énergies, impliquant un renforcement des capacités de tous les acteurs du domaine.

Ce qui nécessite l'instauration d'un partenariat sincère et durable entre les différentes parties, à savoir, l'Etat, les partenaires techniques et financiers, la société civile et les communautés à la base. Cette dynamique doit aboutir à une articulation harmonieuse entre l'offre et la demande éducatives, de manière à prendre en compte les besoins éducatifs fondamentaux de tous.

Pour finir, je dirais tout simplement que cette allocution tient lieu d'appel à l'endroit de tous les partenaires du Niger.

Je vous remercie.



Atelier de Relance du Projet Dimitra – 23 octobre 2002
Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI), Bruxelles

Présentation de Madame **Mariam Sow**
Coordinatrice d'Enda Pronat, Sénégal

L'EXPÉRIENCE EN MATIÈRE DE COMMUNICATION DES FEMMES RURALES DANS LA ZONE DES NIAYES



L'importance de la circulation de l'information et des connaissances dans la société est depuis longtemps reconnue. La communication processus de partage de l'information, est souvent appelée la trame de la société car, elle unit les individus, les groupes et les institutions dont elle se compose.

Vaste processus social, la communication incorpore plusieurs fonctions essentielles: informer et être informé, persuader et être persuadé, enseigner et apprendre, divertir et faire divertir. C'est une définition que donnent les scientifiques à la communication.

Cette définition est parfaitement partagée en milieu rural et ces quelques proverbes locaux l'illustrent

1. «Rero amoul, niak waxtan mo am» il n'y a pas de conflit c'est seulement un manque de communication;
2. Dans l'histoire, aussi, un vieillard voulait tester le degré d'intelligence de son fils. Il lui remet l'argent et lui dit: va m'acheter la meilleure marchandise du marché; le fils part et lui ramène uniquement des langues. Il crie sur lui en lui disant je t'ai demandé de m'acheter la meilleure marchandise du marché, tu me ramènes des langues. Maintenant va m'acheter les plus mauvaises marchandises du marché et il revient encore avec des langues. Le

père hurle et le fils lui répond: mon père, dans le monde tout ce qui marche, c'est grâce aux bonnes langues et tout ce qui est détruit, c'est à cause des mauvaises langues.

La communication est très reconnue et pratiquée traditionnellement sous plusieurs formes et elle suit une évolution progressive selon le développement social économique des différentes régions.

La communication est pertinente pour le développement de toutes les sociétés mais encore, nous avons l'impression qu'elle l'est beaucoup chez la femme compte tenu du rôle qu'elle joue dans l'économie de la famille, de son rôle de mère éducatrice et gardienne des richesses culturelles. C'est ce qui lui a permis de développer plusieurs méthodes et moyens de communication selon les différentes cibles. Quelques femmes, responsables du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal l'ont bien développé lors de la journée de réflexion sur les femmes rurales et l'accès à l'information, organisée le 27 mai 2002 avec l'appui de Enda PRONAT comme l'indique le tableau ci-dessous. Cette rencontre avait été organisée afin de permettre aux femmes rurales de participer à la conférence en ligne sur leur accès à l'information.

I. Les lieux de communication traditionnelle

Lieu/moyen	Objectifs	Cibles
Crieur public, enfant messenger	Recevoir, diffuser, les informations (griot)	les familles, populations
Cheval (selon sa couleur, son allure)	Diffuser (personne initiée)	Environnants dans un même Terroir/ d'une même culture
Instruments (tam-tam; cloche; flûte/sifflet: corne de biche, courge allongée; pilon mortier) selon les notes	Recevoir, transmettre/diffuser	La communauté/ les initiés



Coiffures/parure (rasage, tresse, bijoux) *signaux, feux	Idem	Communauté de même culture
Cérémonies (mariage, baptême, décès, lutte)	Informer	Idem
Places publiques (marché, arbre à palabres, puits, champs, centre de santé, case foyer)	Idem	Les villageois (femmes, hommes)
Groupes sociaux (Associations de femmes, associations des guérisseurs)	Idem	Idem

Les difficultés/défis:

- Ignorance, manque d'ouverture, enclavement. Rétention et déformation de l'information. Les informations utiles ne sont pas souvent partagées par les groupes sensibles (femmes, jeunes). Les informations sont partielles et localisées dans un terroir précis. Inaccessibilité des femmes aux instances de décision.
- Renforcement de la solidarité inter-villageoise; gestion des conflits internes.

II. Les lieux de communication moderne

Lieu/moyen	Objectifs	Cibles
Place publique, champ, puits, marché, daara, bois sacré, caisse villageoise, dispensaire, mosquée, église	Recevoir et diffuser	Les villageois (femmes, hommes)
Groupes sociaux, siège d'association, maison communautaire, conseil rural, bibliothèque villageoise, centre d'alphabétisation, maison familiale rurale, école, organisation d'appui, réseau, présidente de groupement	Diffuser, élargir, renforcer les capacités/formation	La communauté (femmes, hommes, enfants)
Tam-tam, pilon-mortier, flûte, cheval	Recevoir, transmettre/diffuser	La communauté
Lettre, fax, téléphone (fixe, portable)	Idem	La communauté, le pays
Séminaire, visite d'échange, causerie, affiche, journaux, montage diapositive film, radio, téléviseur, ordinateur, réseau d'information, caisse d'épargne et de crédit, service technique, internetéduquer, recevoir les infos	Vulgariser, sensibiliser, renforcer les capacités, contacts élargis	Idem

Les difficultés/défis:

Rétention de l'information, accès difficile aux mass-média, coût élevé d'installation, enclavement, moyen de transport, contraintes socioculturelles, surcharge de travail, non-implication des femmes aux instances de décision.

Moyens utilisés pour alimenter les équipements:

Feu de bois, bougie, lampe à pétrole, électricité, énergie solaire, batterie, groupe électrogène.

Personnel

Récompense, volontariat, indemnité, achat de service (télécentre, cybercafé).



L'évolution des systèmes de communication en milieu rural:

Depuis l'indépendance, ces différents systèmes de communication connaissent des progressions. Mais il reste entendu que certaines pratiques demeurent encore.

Donc, après l'indépendance, le gouvernement a élaboré des programmes de développement en direction du monde rural avec une planification et des systèmes de vulgarisation en direction des femmes mais aussi des hommes. Tous les programmes de formation et d'information sur l'agriculture sont destinés aux hommes bien que les femmes soient au cœur de l'exécution de toutes les tâches (du semis aux récoltes); tous les programmes de santé, de l'économie familiale étaient destinés aux femmes. L'Etat avait mis en place dans chaque arrondissement un centre d'expansion rural composé d'une équipe pluridisciplinaire à l'intérieur de laquelle il y avait une monitrice d'économie familiale chargée de vulgariser les activités de formation et d'information en direction des femmes. En dehors de cela, il y a eu des émissions éducatives en langues locales à la radio nationale qui a été renforcée par les chaînes régionales.

On notait une émission hebdomadaire appelée éducative rurale « disso ak beyka yi ak samakay » ce qui veut dire: concertation avec les cultivateurs, éleveurs et pêcheurs.

Les réalisateurs descendaient sur le terrain et toutes les couches étaient interpellées. Seulement, les familles n'ont pas toutes un transistor et aussi certaines zones, en raison de leur situation géographique, n'accèdent pas à toutes les émissions.

En dehors des monitrices de CERPR, il y a eu une multitude de créations d'ONG locales et internationales, des mouvements associatifs paysans où la dimension femmes est largement prise en compte. Ces ONG et même l'Etat ont tout à fait compris que les femmes n'avaient pas seulement besoin de formation dans l'économie familiale, l'entretien sanitaire de la famille, mais qu'elles étaient partout en train de maintenir l'équilibre de la nation. C'est ainsi que plusieurs secteurs d'activités de formation et d'information ont été ouverts aux femmes à savoir l'alphabétisation, l'agriculture, l'élevage, l'épargne et le crédit. Afin d'accéder à ce combat, les femmes, qui traditionnellement dans chaque village, étaient organisées par classe d'âge ont renforcé leur système organisationnel en intégrant toutes les femmes dans un même groupement et en formant des fédérations au niveau des communautés rurales, et au niveau des arrondissements, départements, régions.

C'est dans ce cadre que notre programme PRONAT qui travaille avec des organisations paysannes sur la promotion de l'agriculture saine et durable en atténuant l'utilisation des pesticides s'est approché de la MFR de Bayakh située dans la zone des Niayes où les pesticides sont largement utilisés

sur les cultures maraîchères. Dans cette MFR cohabitent deux associations (hommes et femmes) qui ont pour objectif la formation des jeunes et des adultes pour améliorer les conditions de vie du milieu. PRONAT devait alors réaliser son premier atelier sur les dangers des pesticides dans la zone. Aussitôt, les monitrices ont été écartées de l'information sous prétexte que les pesticides sont utilisés sur l'agriculture et que c'est une activité des hommes. Malgré tout, toutes les informations de base sur les pratiques locales facilitant la préparation ont été fournies par les femmes. Tout cela se justifie parce que ce sont les femmes qui adhèrent aux actions de MFR et elles sont toujours plus disponibles et plus réceptives aux innovations. Elles sont beaucoup plus confrontées aux problèmes des pesticides. Ces faits vécus le démontrent bien:

« Dans la zone de Potou, région de Louga, une femme a tué son enfant en utilisant du thimul 35 pour tuer les poux de la tête de sa fille. Toujours dans la même zone, deux enfants ont trouvé la mort en buvant du parathion contenu dans une bouteille que le père cachait dans son champ après traitement. »

« Dans le Kaffrine, 19 personnes ont trouvé la mort. La femme achetée de l'huile et l'avait mise dans une bouteille qui avait contenu du parathion et n'avait pas été lavée. Après le repas, les 18 personnes qui avaient mangé étaient mortes. La femme n'avait pas mangé mais elle s'est sentie responsable de ce drame. C'est ainsi qu'elle s'est suicidée. »

C'est une des causes fondamentales de ma présence à Enda et j'ai continué avec l'équipe de PRONAT à développer des ateliers de sensibilisation, d'information sur les dangers des pesticides au niveau national et international. Bien entendu les femmes étaient présentes à l'ensemble des ateliers au même titre que les hommes.

C'est en 1986 que nous avons expérimenté les alternatives aux produits chimiques. Une fois de plus encore, ce sont les femmes les premières qui vont se jeter à l'eau pour vérifier une telle hypothèse avec Enda-Pronat, pendant que les hommes disaient « cultiver dans la zone des Niayes sans engrais chimiques et pesticides, il vaut mieux aller dormir ». Ce sont avec les expérimentations sur les alternatives aux pesticides avec les femmes de Bayakh, Mbaouane, et de Sinthiou Dara que tout le processus de la recherche-action dans la commune rurale de Kayar et la communauté rurale de Diender a commencé. Aujourd'hui, 24 villages ont vu naître une fédération paysanne où les femmes et les hommes partagent de façon équitable le pouvoir et les responsabilités pour une meilleure gestion de leur terroir par la promotion de l'agriculture saine et durable qui s'appuie sur 3 axes fondamentaux:

1. Le renforcement des capacités techniques des productrices - producteurs en s'appuyant sur les connaissances locales en créant une ouverture entre le savoir-faire local



et le savoir scientifique si elle s'appuie sur les réalités et les besoins des populations.

2. Le renforcement des capacités organisationnelles et de pouvoir des populations. A ce niveau aussi il est fortement nécessaire que les populations parviennent à s'organiser au sein de la communauté, afin de pouvoir mieux s'organiser autour de leur terroir, afin de pouvoir mieux organiser une gestion rationnelle des ressources du terroir (terre, eau, arbre etc.) qui justifie leur existence dans ce terroir que leur ont laissé les ancêtres. Toutes les conséquences de la dégradation de ces ressources concernent les femmes.
3. Le renforcement des capacités de la communication. Cela veut dire que les deux premiers axes ne peuvent être efficaces quelle que soit la pertinence de la formation que si les acteurs parviennent à développer un échange égalitaire au niveau des familles, entre eux dans leur propre zone avec les décideurs politiques.

ENDA-PRONAT conduit ainsi quatre programmes sur la promotion de l'agriculture durable dans trois zones écologiques du Sénégal. La communication constitue un axe transversal.

Dans l'ensemble de ces programmes le projet Dimitra est aussi coordonné par Pronat.

A la fin de sa première phase, les organisations d'appui et des organisations de base ont tenu une réunion d'évaluation, dont il est ressorti la nécessité de mettre en place un réseau national de femmes rurales qui, aujourd'hui regroupent environ 150 adhésions d'associations féminines en tant qu'organisations de base d'ONG et autres structures associatives en tant qu'organisations d'appui, comptant plus de 2000 membres, répartis à travers le territoire national.

Ce réseau a plusieurs objectifs:

Les objectifs généraux

- Renforcer le statut et les conditions de vie des ou de la femme rurale et périurbaine.
- Capitaliser les acquis et les expériences de ces femmes.
- Mettre en valeur la femme rurale et périurbaine, en tant qu'actrice et responsable du développement humain.

Les objectifs spécifiques

- Renforcer les capacités des organisations féminines de base par la formation et l'information.
- Valoriser les savoirs et savoir-faire locaux, en revisitant l'histoire et la tradition, en procédant à des visites d'échanges (échanges d'informations et d'expériences méthodologiques et procédurales vécues à travers des organisations et des projets de femmes).
- Contribuer à la promotion de l'échange d'informations

entre les organisations de base, les ONG, et tous les acteurs de développement en général.

- Renforcer le maillage des organisations et promouvoir les échanges, la solidarité et le partenariat.
- Initier et renforcer les projets intégrés par l'appui aux activités génératrices de revenus.

Dans un premier temps plusieurs réunions de concertation ont été organisées afin de voir comment mettre en place un plan d'action. La préoccupation principale du réseau est d'arriver à renforcer les antennes au niveau de la base et développer un programme solide sur le renforcement des capacités des femmes au niveau de la communication et aussi de pouvoir capitaliser les expériences vécues par les femmes avec les organisations d'appui.

Cette communication s'appuiera sur les thématiques qui évoquent les difficultés des femmes au niveau de l'agriculture, les politiques de décentralisation, l'éducation et aussi la santé.

D'ailleurs c'est dans cet ordre d'idée qu'il est prévu un atelier international sur l'accès des femmes rurales aux ressources naturelles, notamment la terre, en février 2003. Ces thématiques feront l'objet d'ateliers de formation et d'information, animés par les femmes rurales elles-mêmes avec l'appui des organisations d'appui et aussi de personnes ressource.

Aujourd'hui tout le problème qui bloque l'évolution des femmes rurales est le manque d'information aussi le manque de suivi au niveau des initiatives. L'engagement, la volonté et les mouvements associatifs sont là.

Les réalités font que les femmes peuvent bien dans la plupart des milieux, évoluer au niveau de la communication. Elles peuvent bel et bien bénéficier des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

Il existe le cadre organisationnel qui peut favoriser cela. Aujourd'hui, dans la plupart des groupements ou fédérations, les femmes ont été alphabétisées en langue locale. De plus en plus, il y a des déperditions scolaires d'un assez haut niveau qui reviennent au village et qui peuvent être valorisées.

L'électrification rurale prend de plus en plus de place.

Tout cela veut dire que les femmes peuvent utiliser, en dehors des systèmes anciens de communication, les téléphones portables, l'internet et aussi d'autres moyens audiovisuels pour mieux être formées et informées et pouvoir participer globalement à tous les processus de développement.



Atelier de Relance DIMITRA – 23 octobre 2002
Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI)

Présentation de Madame Natasha Primo
Coordinatrice de Women'sNet, Afrique du Sud

LES TIC POUR LES FEMMES RURALES EN AFRIQUE **Sommaire d'une présentation PowerPoint**

Leçons sur la parité hommes-femmes tirées des projets

- La technologie renforce la capacité des femmes mais influence également les relations de genre dans lesquelles elles se trouvent
- Chaque projet a un aspect genre d'une façon ou d'une autre... aucun projet n'est neutre en matière de genre
- Les femmes sortent des projets participatifs avec plus de connaissances et de confiance en elles
- Il faut être pro-actives pour assurer la participation des femmes
- Si vous ne le demandez pas vous n'aurez pas une analyse/perspective de genre

Comment assurer l'inclusion des femmes?

- Résolution de certains problèmes d'accès par la technologie
- Formations des femmes dans les secteurs non-traditionnels
- Développement de femmes ayant un rôle de modèle
- Inclusion de formations sur les TIC dans les projets d'éducation pour les jeunes filles et femmes
- Formation des jeunes femmes dans les communautés et centres communautaires
- Amélioration de l'éducation des filles et des femmes en Afrique

Inclure l'aspect genre dans les politiques sur les TIC

- le genre doit être pris en compte pour que les femmes soient incluses et il faut que des alternatives acceptables existent pour les femmes
- de plus, les politiques en genre et développement doivent inclure les possibilités offertes par les TIC

Stratégies pour inclure l'aspect genre dans les politiques sur les TIC

- Inclure l'analyse de genre dans la politique sur les technologies et assurer que les politiques résultantes incluent les besoins, demandes et aspirations des femmes
- Cibler les ressources financières et techniques spécifiquement pour réduire l'inégalité de genre dans les communications électroniques et développer des statistiques désagrégées selon le genre pour en mesurer l'impact
- Faire des choix en matière de réseau et d'équipement de façon à ce que l'équipement et les services fournissent le meilleur rapport qualité/prix et des solutions appropriées pour les besoins des femmes; par exemple, en reliant l'accès aux marchés urbains et rentables à la fourniture d'un service universel dans le cadre d'obligations globales de service.
- Construire des capacités technologiques par des politiques d'emploi et des méthodes de travail qui soient pratiques pour les femmes en encourageant leur participation actives dans tous les domaines liés aux TIC.
- Faciliter la participation des femmes africaines à l'innovation technologique, la conception de produits et la technologie
- Faciliter la production d'un contenu qui est culturellement pertinent
- Développer et produire les programmes de formation appropriés
- Faciliter la formation sur le tas, fournir les outils de formation motivants, du matériel facile d'utilisation et en impliquant le soutien des utilisatrices locales
- Accroître la demande pour ces biens et services par exemple, les télécentres pour donner accès au niveau communautaire



Atelier de Relance du Projet Dimitra – 23 octobre 2002
Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI), Bruxelles

Présentation de Monsieur **Jean-Pierre Ilboudo**, Service de la vulgarisation, de l'éducation et de la communication FAO (SDRE)

L'EXPÉRIENCE DE LA FAO DANS LE DOMAINE DE LA RADIO RURALE: LEÇONS APPRISSES ET MÉTHODOLOGIES

Sommaire d'une présentation PowerPoint

Pourquoi la radio rurale?

Un moyen privilégié aux mains des communautés rurales pour:

- accéder aux informations et aux savoirs utiles;
- valoriser le savoir-faire local;
- se familiariser avec environnement, programmes socio-économiques et socio-sanitaires;
- entretenir un dialogue entre communautés et partenaires;
- échanger expériences, savoirs et techniques.

La radio rurale ne se contente plus de sensibiliser les populations. Elle les aide à s'exprimer, faire émerger le vécu et partager les valeurs socioculturelles. L'aspect éducatif cède la place à la dimension interactive et à l'apport mutuel.

L'apport de la FAO: repères historiques

- 1966 Organise les réunions de Giseyni & Moshi qui conduiront à la création de radios clubs & radios agricoles en Afrique
- 1976 Crée la radio rurale du Congo
- 1986 Consolide les assises de la radio rurale en Mauritanie
- 1986 Crée la radio rurale de Guinée
- 1986 Forme les agents de la radio rurale de Centrafrique
- 1986-88 Met en place la radio rurale au Tchad
- 1993 Relance les activités de radio rurale au Mali
- 1994-95 Initie à la méthodologie radio rurale Niger & Guinée-Bissau
- 1995 Crée & teste kit multimédia de formation des formateurs
- 1996 Concertation internationale s/ la radio rurale: 27 pays africains
- 1997-2001 Met en œuvre 4 radios locales communautaires en Mali-sud
- 1998-1999 Etudie les besoins en formation des formateurs (+ 15 pays)

- 1997-2002 Réfléchit sur les NTIC: Comment relier la radio à Internet
- 1996 Elabore méthodologie participative & interactive de radio
- 2000 Méthodologie d'analyse de contenu systématique des émissions
- 2000 Méthodologie de suivi-évaluation de l'impact des émissions

Le tout en collaboration avec: CIERRO, CRDI, CTA, Fondation FORD, GTZ, UNESCO, UNICEF, Coopération néerlandaise, suisse et française

Philosophie & stratégie d'utilisation

Le programme d'appui de la FAO aux radios rurales situe la communication rurale à trois niveaux:

- national
- régional
- local

Quatre principes

- Intégration
- Interdisciplinarité
- Interactivité
- Durabilité

Trois domaines d'intervention

- Ressources humaines
- Fonctionnement et statut juridico-administratif
- Infrastructures

Méthodologie participative & interactive de radio rurale

Dans les années 80, la radio devient davantage participative et interactive. Cette évolution coïncide avec le développement de la MARP.

Les 2 outils se développent parallèlement, en puisant aux mêmes sources disciplinaires et en s'empruntant mutuellement certaines techniques.



ANNEXE 1

L'approche participative est utilisée dans:

- le diagnostic (information, connaissance, étude du milieu);
- l'évaluation des activités.

La radio rurale: outil d'enquête sociale

- L'émission publique donne la parole aux villageois et recueille leur opinion sur un thème donné.
- Toutes les catégories sociales du village ou de la communauté rurale participent spontanément à l'émission publique.
- Causerie-débat et interviews (directives ou non) permettent diagnostic et évaluation.

Axes d'intervention de la FAO en radio rurale

Appui dans 7 domaines:

1. Formation/Ressources humaines
2. Mise en place du dispositif de radio rurale
3. Définition d'une stratégie de communication pour le développement incluant radio et autres médias
4. Production d'émissions basée sur méthodologie participative
5. Définition des normes techniques des équipements/matériel radio
6. Réflexion et concertation sur la radio rurale
7. Recherche dans le domaine de la radio rurale

Ateliers dans le domaine de la radio rurale

Juin 1996

Congrès international sur le développement de la radio rurale en Afrique

- 27 pays participants dont 17 francophones,
- 9 anglophones & 1 lusophone
- 31 partenaires (coopération bi- & multilatérale)

Février 2001

Premier atelier international sur la radio rurale

Septembre 2001

Atelier « Relier la radio rurale à Internet »

Novembre 2001

Atelier « Radio rurale et sécurité alimentaire »

Leçons apprises: les 15 étapes méthodologiques pour l'installation de radios communautaires

1. Sensibiliser les populations locales
2. Installer les Comités de gestion
3. Construire les locaux
4. Élaborer statut & cahier des charges provisoires
5. Choisir le personnel (animateurs, producteurs & techniciens) sur la base de tests écrits et oraux
6. Choisir et commander les équipements
7. Installer les équipements

8. Former personnel technique et du Comité de gestion
9. Étudier les besoins en information-communication des populations
10. Mettre en marche la station
11. Étudier le champ électromagnétique
12. Mettre en place les instruments de durabilité
13. Étudier le coût de fonctionnement d'une radio
14. Créer un système d'écoute & de rétroinformation
15. Élaborer un système de suivi-évaluation de l'impact des émissions

Autres leçons apprises

- Les Comités de gestion doivent s'impliquer davantage pour générer des ressources indispensables au bon fonctionnement des radios.
- Pour ce qui est des équipements techniques:
 - Prévoir les pièces de rechange dès l'installation des équipements;
 - Connaître le rayonnement du signal;
 - Réorienter si nécessaire les antennes des émetteurs pour améliorer la couverture.
- Suivi-Evaluation de l'impact des émissions radio-diffusées s'appuieront sur:
 - courrier des auditrices et des auditeurs;
 - visites sur le terrain;
 - fiches techniques niveau I – Ecoute et compréhension du contenu de l'émission;
 - fiches techniques niveau II – Apport (en information, connaissances et sensibilisation) de l'émission à l'auditeur;
 - fiches techniques de niveau III – Changements d'attitude des auditeurs ou changements socioéconomiques de la communauté/du village/de la région;
 - techniques qualitatives comme groupe de consultation ou interview approfondie.

Mali: Témoignages de femmes

Tenimba Samake du village de Sido: « Nous les femmes, nous écoutons beaucoup la radio: matin, midi et soir, car lorsque l'on n'a pas d'informations et de connaissances sur un sujet et que quelqu'un d'autre les a et te les donne directement, sans protocole, comme c'est le cas avec la radio, ça fait plaisir à l'oreille. Nous aimons écouter les émissions sur le mariage et la vie conjugale, sur le ménage et la cuisine, sur l'hygiène; quand tu arrives à comprendre bien tous ces sujets, ça apporte quelque chose en plus dans ta vie. »

Femme de Kolondiéba: « La radio a apporté à la femme la liberté et l'indépendance, car elle sensibilise les hommes dont l'esprit demeure encore rétrograde et hermétique vis-à-vis de la femme. Elle évoque tout haut ce que nous disons tout bas. Nous saluons la clairvoyance des animateurs et



souhaitons la poursuite de toutes les émissions en direction de la femme.»

La demande spécifique émanant des jeunes

- Des programmes qui leur soient consacrés « 48 heures par jour »
- Introduction de thèmes spécifiques.

- Augmentation du temps d'antenne.
- Renforcement des programmes sur: Sida, petit commerce, planning familial, nutrition, feuillets radiophoniques, sport et monographie du village.

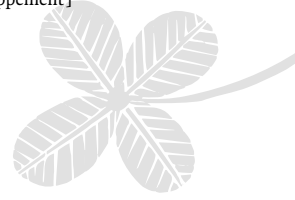


Atelier de relance Dimitra avec les partenaires d'Afrique et du Proche-Orient

Fondation Roi Baudouin

Liste des participants **Jedi 24 Octobre 2002**

ABDOULAYE Ali	Coordinateur [ONG-VIE Kande Ni Bayra, Niger]
ADE Adegite	[Commission européenne]
ASARE Dorothy	Coordinatrice [POSDEV, Ghana]
BALAN Aso	Coordinatrice [SANGONeT, Afrique du Sud]
BENSAH Emmanuel - K	Programme Interne/Webmaster [International Coalition for Development Action (ICDA)]
COLLETTE Jean-Paul	Responsable de la communication [Fondation Roi Baudouin]
DAVIS Angella	Cadre associée [Projet Dimitra (Accra), Ghana]
DE BACKER Hary	Administrateur principal [Commission européenne-DG Développement]
DE BECKER Leen	Experte Genre - Direction Stratégies [DGCI, SPF Affaires Etrangères]
DE BUCK Patrick	Secrétaire Général [Bevrijde Wereld, Belgique]
DE GROOTE Sophie	Conseiller adjoint [DGCI, SPF Affaires Etrangères]
DE TEMMERMAN Nicole	Gestionnaire projets Fonds Belge de Survie [DGCI, SPF Affaires Etrangères]
DE WANDELER Cecile	Documentaliste [Amazone]
DE WINDT Cynthia	Facilitatrice [Projet Dimitra]
DENEER Mark	Conseiller [Cabinet du Secrétariat d'Etat à la Coopération au Développement]
DEVOS Etienne	Ingénieur du Génie Rural
DURIEUX Natacha	Conseiller adjoint [DGCI, SPF Affaires Etrangères]
EKAAS Sissel	Directrice [FAO/SDW, Rome]
FRANCESCHELLI Tiziana	Assistante [Projet Dimitra]
FRISO Siham	Coordinatrice de projet [CISL]
GASMI Mabrouka	Coordinatrice [CREDIF, Tunisie]
GODEAUX Hélène	Assistante/Secrétaire [FAO-LOBR, Bruxelles]
GOOR Jean-Pierre	Responsable de projet [Fondation Roi Baudouin]
GRACEY Judith	Chargée de projet [Projet Dimitra]
HUBIN Claudine	Chargée de mission [Commission Femmes et Développement]
ILBOUDO Jean-Pierre	Spécialiste de la Communication [FAO/SDRE, Rome]
KAYED AL-MAJALI Samira	Coordinatrice [CARDNE, Jordanie]
LEEMPUT Kim	Chargé de projet [CDI Bwamanda-Belgique]
LINDAU Manfred	Directeur [FAO-LOBR, Bruxelles]
LOUANT Benoît-Pascal	Administrateur délégué [ONG GENAGRO]
MAJCHRZAK Alysse	Assistance administrative temporaire [Projet Dimitra]
MAKILUTILA MASSAMUNA Yvette	Experte Commission Femmes et Développement
MALPAS Nicole	Conseiller Genre [CTB, Coopération Technique Belgique]
MASESE Rose	Coordinatrice [FAN, Kenya]
MATTON André	Chargé de liaison [FAO-LOBR, Bruxelles]
MAZOUZ Mohammed	Chef Bureau de Liaison [FNUAP, Bruxelles]
MESCHINELLI Alessandro	Analyste de recherche [FIDA, Rome]
MINNE Betty	Conseillère en matière de genre [Cabinet du Secrétariat d'Etat à la Coopération au Développement]
MOUSSAOUI Issam	Coordinateur [Amsed, Maroc]
NAJROS Eliane	Coordinatrice [Projet Dimitra]
NDIAYE SOW Fatou	Coordinatrice Dimitra [Enda-Pronat, Sénégal]
PARFONRY Roland	Conseiller adjoint - Gestionnaire Programme FAO [DGCI, SPF Affaires Etrangères]
POPPE Maggi	Collaboratrice [Nederlandstalige Vrouwenraad]
PRIMO Natasha	Coordinatrice [Women'sNet]
RASAMIMANANA Vololomihaja	Coordinatrice [ONE, Madagascar]
REYES SANCHEZ Leticia	Nutritionniste
REZZIN Marzia	Coordinatrice Bureau BXL [COCIS]
RYCKMANS Hélène	Le Monde selon les Femmes et Présidente de la Commission Femmes & Développement
SAMMUT Melita	Programme Interne [International Coalition for Development Action (ICA)]
SOW Mariam	Coordinatrice [Enda-Pronat, Sénégal]
STANFELD Alan	Assistance technique temporaire [Projet Dimitra]
TAYART de BORMS Luc	Administrateur-délégué [Fondation Roi Baudouin]
TREINEN Sophie	Chargée de l'information [FAO/SDWW, Rome]
VAN CRAEN Marc	Ambassadeur, Conseiller spécial du Président du Comité de Direction [SPF Affaires étrangères, Commerce Extérieur et la Coopération au Développement]
VAN DER HEYDEN Ivan	Responsable éducation [Partenaire asbl]
VAN OFFELEN Marion	Experte Genre - Direction Stratégies [DGCI, SPF Affaires Etrangères]
VANDEN BERGHE Herman	Président du Conseil d'Administration [Fondation Roi Baudouin]
WIESNER Jan	Assistant de Mme Karin Junker [Parlement Européen, Bruxelles]





Atelier de relance Projet DIMITRA – 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Discours du Dr Manfred Lindau

Directeur du Bureau de Liaison de la FAO avec l'Union Européenne et la Belgique

LA FAMINE DANS LE MONDE DANS LE CONTEXTE DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION EN 2002

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

Je suis très heureux de me trouver au milieu de cette assemblée essentiellement féminine car la FAO a toujours apporté une attention soutenue à la cause des femmes et au rôle essentiel qu'elles jouent pour assurer la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Lors du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996, le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, évoquait le « formidable potentiel » que les femmes constituent pour aider à relever le défi alimentaire du XXI^{ème} siècle.

Et pourtant le travail des femmes reste souvent mal compris et sous-estimé. Les femmes sont trop souvent les acteurs invisibles du développement. Des études de la FAO démontrent que dans la plupart des pays en développement, les femmes sont le pilier du secteur agricole, des systèmes alimentaires et de la subsistance quotidienne des familles, et elles représentent la majeure partie de la main d'œuvre agricole.

Les décideurs, les responsables de la planification du développement et les prestataires de services agricoles malheureusement ne tiennent pas suffisamment compte de l'importance des femmes dans le processus de la production agricole. De ce fait, les femmes ont plus de difficultés que les hommes à accéder à des facteurs de production, comme la terre, le crédit et les intrants agricoles, les technologies, la vulgarisation, la formation et d'autres services qui renforceraient leur capacité de production. La FAO reconnaît qu'il est crucial de donner des moyens d'action aux femmes pour élever les niveaux de nutrition, améliorer la production et la distribution des produits alimentaires et agricoles, ainsi que les conditions de vie des populations rurales.

La FAO a élaboré un nouveau plan d'action pour les femmes. Il s'agit du Plan d'action 2002-2007 « Parité hommes femmes et développement » qui vise en particulier à assurer

une répartition équitable des bénéfices du changement et à leur gestion commune entre hommes et femmes, que ce soit en matière de ressources, de services agricoles ou d'emplois. La production agricole qui repose en grande partie sur le travail des femmes ne pourra être augmentée que si leur position sociale est assurée et leur statut juridique pleinement reconnu. Ce sera seulement de cette manière qu'elles auront un accès sans restriction au crédit et aux autres facteurs de production. Ces conditions fondamentales doivent être le prolongement de la scolarisation des femmes et de leur éducation.

Dans cette perspective, les nouvelles technologies sont de plus en plus indispensables pour pallier aux lacunes de la formation et la FAO entend bien les utiliser. C'est d'ailleurs par ce biais que le projet DIMITRA a pu élargir son réseau de femmes rurales et a permis la circulation de l'information.

Ma présence ici devant vous me donne également l'occasion de vous rappeler que mercredi dernier, le 16 octobre, nous avons célébré la Journée Mondiale de L'Alimentation. L'ironie cruelle de nos jours est, malgré le fait que le monde produit suffisamment de nourriture globalement pour faire nourrir ses six milliards d'habitants, la faim persiste dans la plupart des pays en développement.

Le combat contre la pauvreté ne peut pas être gagné sans éliminer la faim. La faim est la manifestation la plus critique de la pauvreté. Faim et malnutrition sont et les causes et les effets de la pauvreté. Jusqu'à présent des actions n'ont pas suivies des paroles et il y a un besoin urgent d'intensifier notre lutte contre la pauvreté et la faim.

La communauté internationale a affirmé de nombreuses fois son engagement pour lutter contre la faim. En particulier lors du Sommet Mondiale de l'Alimentation du 1996 à Rome les représentants de 185 nations et la Communauté Européenne ont fixé l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015.

Malheureusement, malgré cet engagement trop peu d'ac-



tions concrètes ont été entreprises pour éradiquer la faim. Le nombre de ceux qui souffrent de la faim ne tombe pas assez vite pour atteindre l'objectif ambitieux du plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996. Les derniers chiffres de la FAO montrent que pour atteindre la cible du SMA de 1996 le nombre de ceux qui souffrent de la faim devrait diminuer en moyenne de 22 millions chaque année, comparé aux six millions par an atteint à la fin des années 1990s.

C'est aussi la raison pour laquelle le Directeur Général de la FAO a rassemblé les chefs d'Etat et représentants de 179 nations et la Communauté Européenne à Rome de 10 au 13 juin cette année pour Le Sommet mondial de l'alimentation, cinq ans après, pour donner une nouvelle impulsion aux efforts mondiaux pour aider les affamés et pour accroître la volonté politique et les ressources financières.

La mobilisation d'une « Alliance Internationale contre la faim » contribuera à rétablir une place centrale dans l'agenda et les priorités des gouvernements, parlements, autorités locales et de la société civile.

Le Programme de lutte contre la faim a été lancé pour servir de base de travail et de dialogue parmi les partenaires et pour mobiliser les ressources qu'il faut aujourd'hui. Le besoin de renforcer les capacités des femmes est incontestable et c'est l'un des objectifs centraux pour l'allègement de la pauvreté et l'éradication de la faim.

Le Directeur Général de la FAO a prononcé dans son discours à l'inauguration du 'Sommet Mondial de l'Alimentation: cinq ans après':

« Les sociétés d'abondance de ce nouveau millénaire, avec leurs ressources et leurs technologies, peuvent éliminer le spectre insoutenable des famines cycliques et la déchéance inexorable de la faim chronique ».

Si nous sommes d'accord sur l'objectif de créer la réalité d'un monde sans faim nous devrions discuter moins sur les petites différences dans les actions mais renforcer notre partenariat pour relever le défi ensemble.

Mercredi dernier, 16 octobre nous avons fêté la journée mondiale de l'alimentation.

Chaque année à cette date la journée mondiale de l'alimentation est observée pour marquer la fondation de la FAO le 16 octobre 1945. La fête de la Journée Mondiale de l'Alimentation vise à sensibiliser le public au mandat de la FAO d'élever les standards de nutrition et de promouvoir une meilleure compréhension des mesures à entreprendre pour alléger la pauvreté et supprimer la faim.

Cette année le thème de la Journée Mondiale de l'Alimentation est « L'eau, source de sécurité alimentaire ».

La FAO est persuadée que des techniques agricoles améliorées et plus d'efficacité dans l'utilisation de l'eau sont des clés pour nourrir une population en croissance.

Dans son message pour la journée mondiale de l'alimentation 2002 le Directeur Générale de la FAO signalait que:

Je cite:

« L'eau est au cœur de la survie de l'humanité. C'est un sujet de grande préoccupation pour tous car c'est une ressource rare que partage une population croissante.

C'est un enjeu politique, économique, social et écologique. Mais l'eau est par-dessus tout une question alimentaire; l'agriculture utilise quelque 70 pour cent de toute l'eau douce prélevée.

Dans un monde où les quantités d'eau potable se font toujours plus rares, comment faire pour que chacun ait accès à l'eau qui lui est nécessaire pour se nourrir sans léser d'autres secteurs, sans détruire l'environnement?

C'est d'abord un défi auquel doit répondre l'agriculture. Dans la chaîne de production, il faut produire plus avec moins d'eau. L'adhésion des petits paysans et paysannes est indispensable. Elle requiert une formation adaptée et une participation active. Une nouvelle politique de l'eau est nécessaire. Elle doit donner la priorité aux solutions qui évitent le gaspillage.

Une solidarité plus effective doit faire appel à la coopération de l'ensemble des partenaires du développement pour résoudre les conflits potentiels, mobiliser les ressources financières suffisantes. Il faut en outre créer les conditions d'une gestion économique et d'une répartition juste de l'eau.

Une mobilisation croissante de la société civile, et des organisations paysannes, est indispensable pour faire face à la crise de l'eau et atteindre enfin l'objectif de « la nourriture pour tous ». Une vigilance accrue est nécessaire notamment dans les pays et régions souffrant de sécheresse afin d'éviter famines et conflits. Demain, le monde aura assez d'eau si, dès aujourd'hui, nous la gérons prudemment ».

Fin de citation

Nous approchons de la fin d'une année qui était caractérisée par d'importantes conférences telles que la conférence ministérielle de l'OMC qui a eu lieu à Doha, La Conférence internationale sur le financement du développement qui a eu lieu à Monterrey, le Sommet Mondial sur le développement durable à Johannesburg et en dernier lieu, mais non par ordre d'importance, le Sommet Mondial de l'Alimentation: cinq ans après au mois de juin à Rome. Des résolutions, des déclarations, des accords, des plans d'action et des protocoles ont été adoptés et nous espérons tous que les résultats contribueront à construire un meilleur avenir pour notre monde.

Je vous souhaite un grand succès pour vos futures délibérations et échanges de vues et j'espère que les résultats de cette conférence contribueront à une meilleure compréhension et appréciation du rôle important des femmes dans la



production agricole et dans la sécurité alimentaire.

Avant de terminer mon discours, j'ai le plaisir de présenter le prochain interlocuteur, ma collègue Mme Sissel Ekaas.

Sissel Ekaas est Directrice de la Division Parité hommes-femmes et population au siège de la FAO à Rome. Depuis janvier 1998, Mme Ekaas est en fonction présente, et elle a lancé l'élaboration d'un nouveau plan d'action – déjà mentionné ci-dessus – parité hommes-femmes et développement à travers l'organisation pour la période 2002-2007, qui a été approuvé par la conférence de la FAO en novembre 2001; en 1999 elle a organisé une consultation de haut-niveau sur les Femmes Rurales et l'Information au niveau ministériel et lors du Sommet Mondial de l'Alimentation: cinq ans après, elle était responsable de l'organisation d'une manifestation parallèle qui a eu de nombreux participants sur le thème 'Femmes Rurales: partenaires essentielles dans la lutte contre la faim et la pauvreté'.

Sissel Ekaas a poursuivi son éducation en Norvège, aux Etats-Unis, et au Canada dans le domaine des relations internationales, de la gestion, et des langues. Avant de travailler à la FAO, elle a occupé différents postes pour le Programme des Nations Unies pour le Développement, et d'autres organisations des Nations Unies et pour le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères ainsi que pour le Ministère Norvégien de la Coopération au Développement et l'Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD).

Son expérience dans les affaires internationales et le développement ainsi qu'en matière de parité hommes-femmes est un atout important pour la FAO.

Je vous remercie de votre attention.



Atelier de Relance du Projet Dimitra – 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Discours de Madame Sissel Ekaas
Directrice, Division de la parité hommes-femmes et de la population
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Rome

GENRE ET INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL: CONSTRUIRE SUR L'EXPÉRIENCE DE DIMITRA

Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
Mesdames et Messieurs les représentants des institutions gouvernementales de Belgique,
Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile et des Organisations Non Gouvernementales,
Chers amis partenaires de Dimitra,

C'est un réel plaisir d'être avec vous aujourd'hui, la journée officielle des Nations Unies et journée mondiale de l'information, entourée de celles et ceux sans qui le projet Dimitra n'aurait pu se faire. Je tiens à remercier le gouvernement de la Belgique, et en particulier la Direction Générale de la Coopération Internationale du Service Public Fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, la Fondation Roi Baudouin, nos partenaires sur le terrain, l'équipe de coordination à Bruxelles et nos collègues de la FAO à Rome et à Accra.

L'information est un élément primordial dans la lutte contre la faim et la pauvreté. L'information est pouvoir. Mais les femmes en sont trop souvent éloignées, particulièrement en milieu rural. Les femmes rurales ont un accès limité aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. La FAO l'a dénoncé à l'occasion de la Conférence internationale Know How 2002 sur l'information pour les femmes qui s'est tenue à Kampala en juillet dernier.

L'accès limité à l'information des populations rurales, et particulièrement des femmes, peut s'expliquer par l'insuffisance des infrastructures et des ressources financières, le taux d'analphabétisme élevé parmi les femmes rurales, l'absence de formation à l'utilisation des technologies et le faible pourcentage de femmes travaillant dans les médias. Pourtant, les nouvelles technologies de l'information constituent une occasion unique pour les femmes des pays en développement de prendre la parole, d'être plus visibles et moins isolées. En outre, elles contribuent à élargir la participation politique, sociale et économique car elles fa-

vorisent l'accès et le partage des connaissances, la création de réseaux et le renforcement du pouvoir de décision.

Les nouvelles technologies de l'information ne sont pas un luxe, mais un instrument essentiel au développement durable. Il est nécessaire de mettre en place des infrastructures de télécommunication adaptées et durables et d'élaborer des messages répondant aux besoins identifiés par les communautés rurales elles-mêmes, tout en respectant la diversité sociale et culturelle de ces communautés.

Disposer de technologies de l'information appropriées, aussi bien modernes (ordinateur, Internet, e-mail) que traditionnelles (radios rurales, presse écrite, posters, etc.) et concevoir des messages créatifs sont des conditions essentielles au succès des stratégies de communication.

Nous sommes confrontés au problème d'un fossé numérique dans les campagnes, mais pour le combler, il ne suffit pas d'avoir des technologies et de fournir davantage d'ordinateurs, de radios ou de portables. Rendre l'information plus accessible requiert une détermination politique, une éducation et des fonds.

Le projet Dimitra s'emploie donc depuis plusieurs années à traiter ces problèmes. J'aimerais reprendre avec vous quelques événements qui ont marqué depuis le dernier atelier en octobre 2000 l'évolution du projet et son rôle au sein de la FAO. Ils prouvent à quel point Dimitra a fait du chemin.

La première phase de Dimitra nous a laissés de bons produits d'information et de communication: les répertoires Europe, Afrique et Proche-Orient, la base de données en ligne, les actes de l'auto-évaluation, les bulletins semestriels et de nombreux échanges, qui ont prouvé que Dimitra était unique et devait poursuivre ses activités. Le succès des répertoires peut se mesurer au nombre de demandes pour que de telles données sur les organisations, projets et publications concernant les femmes rurales couvrent également les autres parties du monde.

L'évaluation du projet a d'ailleurs confirmé les résultats obtenus lors de l'auto-évaluation d'octobre 2000 et a engagé



Dimitra dans la voie du renforcement du réseau. C'est dans cet esprit que s'est construite la deuxième phase du projet. Commencée en janvier 2002, cette nouvelle phase de trois ans permet de rassembler autour du projet des anciens partenaires, mais également de nouveaux venus, qui au cours de ces derniers jours nous ont démontrés à quel point leur spécificité était complémentaire. Je pense notamment à Women'sNet et SANGONeT, en Afrique du Sud, qui facilitent le travail des organisations de la société civile par l'information et visent ainsi à combler le fossé numérique. L'ONG Vie, Volontaires pour l'Intégration Educative, au Niger, qui lutte contre la pauvreté par l'alphabétisation, l'ONE, Office National de l'Environnement, à Madagascar, qui apporte son expertise dans l'approche genre en environnement et dans la gestion des ressources naturelles. AMSED, l'Association Marocaine de Solidarité et de Développement, qui renforce les capacités de gestion des associations marocaines.

Nos anciens partenaires ont aussi été très efficaces. J'aimerais citer ici l'exemple de l'Enda-Pronat qui a servi de relais aux femmes rurales sénégalaises pour qu'elles puissent faire entendre leurs voix sur Internet lors de la conférence en ligne sur l'accès des femmes rurales aux nouvelles technologies de l'information.

C'est aussi l'Enda-Pronat qui en février prochain organisera au Sénégal une rencontre sur le thème « les femmes et l'accès à la terre ». Cette conférence permettra donc de poursuivre le débat lancé par la FAO déjà en 1999 lors de la consultation de haut niveau sur l'information et les femmes rurales, et lors du séminaire de mars dernier à l'occasion de la journée internationale de la femme. La fiche technique relative aux femmes et au droit foncier est d'ailleurs disponible dans cette salle et un article traitant ce sujet se trouve dans le dernier bulletin Dimitra.

Le CREDIF, en Tunisie, a permis l'intégration de Dimitra dans le Plan d'action national en faveur des femmes rurales, élaboré avec le soutien de la FAO.

Le réseau Dimitra collecte, diffuse et partage l'information. Il s'agrandit, se transforme, sert de catalyseur et de facilitateur pour que les femmes rurales soient véritablement reconnues comme parties prenantes dans le développement rural et ce, de façon durable. Dimitra a fait avancer les choses d'une manière assez unique, pour citer Mme Randriamamonjy, représentante de la FAO à l'atelier en 2000. En effet, Dimitra reste unique, car à la FAO, c'est le seul réseau de cette envergure traitant du rôle des femmes dans la sécurité alimentaire et le développement rural. Unique aussi, parce qu'il a favorisé une interface entre trois partenaires: les ONG, les femmes rurales et les institutions gouvernementales. Unique enfin, car il a permis de propulser sur le devant de la scène des « acteurs obscurs » du

développement. « Partenariat » et « participation » sont deux mots clés qui ont permis à Dimitra de mettre en lumière les organisations de base qui conçoivent et exécutent les projets. Ainsi, l'utilisation de cette méthode proactive a permis d'assurer une visibilité au niveau national, régional et international à toutes les organisations participantes, même les plus modestes.

La FAO reconnaît l'évolution positive du projet et en assure la promotion en de nombreuses occasions. Comme par exemple en octobre 2001, lors de la journée mondiale de l'alimentation et conjointement à la célébration de la journée mondiale de la femme rurale, la FAO a décerné à la Reine Fabiola la médaille CERES pour son travail en faveur des femmes rurales et son soutien au projet Dimitra.

Ou encore lors de la conférence de la FAO de novembre 2001, Conférence qui je le rappelle, a entériné le plan d'action Parité hommes-femmes et développement. Ce plan reprend les objectifs du millénaire des Nations Unies sur l'importance de l'égalité hommes-femmes et du renforcement des capacités des femmes et également la stratégie d'action sur le rôle de l'information. Or donc, pendant la Conférence, notre Division a organisé une séance d'information destinée aux représentants pour présenter le nouveau plan d'action parité hommes-femmes et mettre en valeur les projets promoteurs de l'égalité des chances, dont Dimitra.

Le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, en juin de cette année, a été l'occasion de réitérer l'engagement de tous pour lutter contre la faim dans le monde. Il a permis de rappeler que les femmes rurales sont des actrices essentielles du champ alimentaire, de la production jusqu'à la table. Elles sont les partenaires indispensables dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Le message des femmes rurales « de Rome à Johannesburg », qui relie les deux sommets, celui de l'alimentation et celui du développement durable, a souligné l'importance de construire des partenariats et d'utiliser des réseaux. Une copie de ce message est aussi disponible sur notre site et dans cette salle.

Dimitra a été une fois de plus cité en exemple, ce mois-ci à Madrid lors du Troisième Congrès mondial sur les femmes rurales dans ma présentation à l'ouverture intitulée « les femmes rurales et la mondialisation – de Rome à Johannesburg et au-delà ». Le texte complet de cette présentation se trouve actuellement sur le site du Département Développement durable. La base des données Dimitra a été une mine d'information pour le pays hôte, l'Espagne, afin d'identifier des représentantes des associations rurales.

Si la FAO aime promouvoir Dimitra, sur le plan international, le projet facilite aussi la collaboration entre services de la FAO. Comme vous l'avez entendu hier lors de la présentation de mon collègue du groupe communication de la FAO



(SDRE) travaille avec la radio rurale depuis plus de 30 ans. Pour des milliards d'habitants des zones rurales où les taux d'analphabétisation sont élevés et où manquent électricité, téléphone et accès à Internet, la radio demeure le moyen de communication le plus accessible, le plus économique et le plus répandu. Dimitra, projet d'information et de communication, veille à ce que tous les médias soient utilisés pour atteindre les femmes rurales et faire entendre leurs voix. La radio rurale est un médium tout à fait approprié, couplé à d'autres technologies qu'elles soient nouvelles ou traditionnelles.

Hier, mais également en juillet, à Kampala, la collaboration entre services a permis de présenter le travail de la FAO sur le genre et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Collaboration encore et toujours, avec le centre mondial de l'information agricole (WAICENT), le mois dernier lors de la Consultation sur la gestion de l'information agricole (COAIM). Cette deuxième réunion bisannuelle a rassemblé des responsables de haut rang des pays membres de la FAO. Le but principal de la réunion de cette année était de faire en sorte que les pays s'emploient plus activement à combler le fossé numérique. Car il est également important d'encourager les organismes internationaux à collaborer davantage sur ce problème. Lors du COAIM, un séminaire a été organisé sur le genre et information où le projet Dimitra a une fois de plus été présenté comme un exemple concret de l'échange d'information et de la mise en réseau. Le message principal de Kampala y a été répercuté. L'information est un droit universel et un moyen essentiel de lutte contre la pauvreté. Les technologies sont au service des gens et non l'inverse. Il faut combiner les technologies nouvelles et traditionnelles. Le contenu doit être facilement accessible et en langues locales. Seuls, nous n'y arriverons pas; et c'est pourquoi nous comptons sur les partenariats et les réseaux pour renforcer les différents niveaux interdépendants le macro, le méso et le micro, en d'autres termes, les politiques, les preneurs de décision, les institutions et les populations rurales.

Dimitra est aussi une mine d'information pour les bureaux décentralisés de la FAO. Notamment dans le cadre du dialogue multi-parties où ONG et organisations de la société civile se rencontrent et discutent avec la FAO des problématiques régionales. Il est important que ces consultations soient représentatives tant des femmes que des hommes. Grâce à sa base de données et ses contacts, Dimitra peut aider à identifier des organisations plus représentatives des intérêts sexo spécifiques des populations rurales.

Dans ses rapports au Comité des Nations Unies pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (et plus particulièrement

l'article 14 concernant les femmes rurales), la FAO transmet le plus souvent possible, les informations disponibles dans la base de données de Dimitra. Ainsi Dimitra en tant qu'outil de recherche se fait connaître et peut être utilisé par tous.

En ce qui concerne les perspectives et les orientations du futur, à la FAO nous voyons encore beaucoup d'autres rôles que Dimitra pourrait jouer. Nous pensons notamment à Dimitra pour l'identification de bénéficiaires et de partenaires dans l'éducation à distance afin de répéter dans d'autres régions l'expérience que nous avons menée en Amérique latine sur l'analyse selon le genre.

Nous aimerions aussi travailler plus en profondeur avec le programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA) pour faire en sorte que l'optique genre soit mieux prise en compte et que les organisations répertoriées dans Dimitra travaillent avec la FAO et que celles qui travaillent déjà avec la FAO soient reprises dans la base de données de Dimitra. Comme vous le savez, la FAO n'est pas une agence de financement, cependant il existe un fonds « Téléfood » qui apporte son soutien généralement aux petits projets mis en œuvre par les organisations de base, dont 40% des associations de femmes. Dimitra peut diffuser l'information relative à ce petit fonds ainsi que les lignes directrices à suivre pour présenter des requêtes.

Nous entrevoyons aussi la possibilité de renforcer les liens avec la société civile et avec les autres organisations qui participent aux autres projets de la division de la parité hommes-femmes et de la population comme LinKS. Ce projet traite du savoir local et traditionnel sur l'agrobiodiversité dans une perspective de parité hommes-femmes en Afrique de l'Est et Australe.

Je voudrais ajouter finalement que Dimitra a certainement un rôle à jouer dans les préparatifs du Sommet Mondial sur la Société de l'Information qui aura lieu en deux parties en 2003 et 2005. La FAO et d'autres agences veillent à ce que les questions de parité hommes-femmes soient au centre du débat. Dimitra et ses partenaires travaillent dans le même sens et c'est en unissant ces forces que les changements peuvent prendre place.

Excellence, Mesdames, Messieurs,

Dimitra offre une grande expérience sur laquelle il faut encore et toujours construire. Dimitra est certainement un outil essentiel pour permettre aux questions de genre, à l'information et à la communication de faire partie intégrante des politiques et stratégies de développement. J'aimerais toutefois terminer en vous rappelant que rendre l'information plus accessible n'est pas seulement une question de technologie, mais une question de politique.

À la FAO, nous utilisons la technologie, mais nous mettons l'accent principalement sur le contenu et comment le ren-



dre utile aux agriculteurs et agricultrices, et autres acteurs en zone rurale, ainsi qu'aux décideurs de nos pays membres. Les échanges d'information sont essentiels pour tout le monde, et une information plus accessible signifie une participation plus vaste et de meilleures prises de décisions à tous les échelons.

J'ose compter sur votre soutien continu et sur les meilleurs échanges possibles pour atteindre nos objectifs communs.

Je vous remercie.



Atelier de Relance du Projet Dimitra – 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Discours de Madame H el ene Ryckmans

Responsable du Réseau Palabras et du Monde selon les Femmes, et Présidente de la Commission Femmes et Développement, Belgique

L'IMPORTANCE DU TRAVAIL EN RÉSEAU NORD-SUD-SUD

Je voudrais remercier le projet Dimitra de m'avoir invitée à cette rencontre du réseau Dimitra et prier tous et toutes les participant(e)s de m'excuser pour ne pas avoir pu y participer davantage cette année, comme je l'avais fait, il y a deux ans, à cause de ma charge de travail.

Je voudrais axer mon intervention sur la nécessité fondamentale de travailler en réseaux pour développer des partenariats.

Le travail en réseaux présente en effet des spécificités:

- des interconnexions
 - a) entre acteurs: du Nord et du Sud, ONG et officiels;
 - b) entre niveaux d'intervention macro-méso ou micro;
- une souplesse de fonctionnement;
- et, idéalement, la non hiérarchie.

Des réseaux de femmes

En outre, il y a je pense des spécificités des réseaux féministes dans le mode de fonctionnement féministe, celui de l'engagement et du vécu, celui de mettre en évidence les enjeux communs Sud / Nord et Sud / Sud.

Ces spécificités sont:

- la visibilité;
- la reconnaissance sociale et politique;
- les droits des femmes;
- la volonté de changements pour l'égalité entre les femmes et les hommes;
- la prise en compte systématique et transversale du genre.

Pourquoi manifeste-t-on aujourd'hui cet intérêt pour les réseaux?

Dans une société mondialisée, où les informations circulent de multiples manières à une vitesse très rapide, nous voyons la nécessité urgente d'accroître non pas les échanges en soi mais bien la pertinence de ces échanges.

Il s'agit que les informations circulent sur ce qu'il y a de plus fondamental: le respect de l'intégrité physique des femmes, la fin du déni de justice sociale qui reste malheureusement

la réalité quotidienne des femmes, au Sud et au Nord.

Des réseaux contre la pensée unique

Cette nécessité est, à contrario, le fruit de la mondialisation, de l'accélération furieuse des échanges économiques et des biens. Elle nous pousse, en contrepoint,   accroître les échanges des personnes et des idées, à lutter contre la pensée unique unilat raliste qui domine actuellement la planète.

Les réseaux sont là pour donner du sens à l'engagement. Ils permettent de définir:

- du plaider, des argumentaires communs au Nord et au Sud, des argumentaires précis, relayés du Sud vers le Nord et du Nord vers le Sud;
- de l'action citoyenne, du lobby, qui proposent des axes de changements de mentalités et de politique.

Et ces réseaux Sud/Sud, Sud/Nord et Nord/Sud sont particulièrement vivaces chez les femmes je pense bien sûr au Réseau Dimitra et au Réseau de la marche mondiale des femmes en l'an 2000, contre la pauvreté et les violences faites aux femmes, qui articule le local, le national et l'international.

Deux réseaux: la Commission Femmes et Développement et le Réseau Palabras

La CFD, installée en 1994, est un organe consultatif auprès du Secrétaire d'Etat belge à la Coopération au Développement. Son objectif est de promouvoir la prise en compte du genre dans les projets et politiques de coopération internationale belge.

La CFD a pour mission de formuler des avis sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de coopération internationale concernant les Femmes et le Développement; d'émettre de sa propre initiative des avis sur toute question relative au domaine Femmes et Développement; de soutenir les initiatives et activités dans ce domaine par la coordination, la concertation et l'échange d'informations; et de fa-



voriser les activités de sensibilisation de l'opinion publique sur la problématique Femmes et Développement.

La CFD est en quelque sorte un réseau Nord / Sud belge, c'est un espace unique d'échanges et de concertations entre expert(e)s, ONG de développement, ONG de femmes, Universités, la DGCI et le Cabinet de la Coopération.

La CFD joue un triple rôle:

- un rôle d'avis et de conseil sur la politique de coopération, pour la prise en compte du genre. Elle rend des avis, requis légalement, sur les orientations politiques et stratégiques de la coopération belge.
- un rôle d'interpellation, de réflexion et d'orientation (plaidoyer), pour renforcer (notamment par la formation) l'intégration du genre et la mise en œuvre de l'égalité dans les projets et programmes de la coopération.
- un rôle de sensibilisation du public, en partant des réflexions et des luttes des femmes du Sud. C'est ainsi que la CFD s'est récemment penchée sur le rôle à tenir par les femmes afghanes dans la reconstruction du pays, dans la marche mondiale et son suivi au niveau du Parlement belge (en organisant le Parlement des femmes le 8 mars), en sensibilisant les décideurs sur le développement durable ou les enfants en guerre avec une perspective de genre.

La CFD s'attache actuellement à créer une base de personnes et d'associations de femmes dans le Sud, susceptibles de contribuer à l'élaboration des stratégies de coopération dans les pays partenaires de la Belgique, pour qu'on ne puisse pas dire « il n'y a pas de femmes! ».

Le Réseau Palabras est initié par le Monde selon les femmes (M/F), il est issu de la revue du même nom.

La revue Palabras propose des échanges d'expériences positives menées par des groupes de femmes d'Afrique francophone, Amérique latine et d'Europe du Sud. Chaque fois sur une même thématique, les vécus des groupes de femmes sont présentés par les femmes elles-mêmes. Il s'agit de « visibiliser » le positif, les stratégies et l'innovation. D'assurer le renforcement en interne, par le regard extérieur, et de permettre une prise de conscience des enjeux centraux et identiques que les femmes rencontrent: les discriminations, la difficulté de contrôler les ressources, les résistances à l'inégalité, les mécanismes de changement social.

Le Réseau, informel, est dans une démarche de partenariat:

- se connaître (nous organisons des rencontres annuelles)
- se re-connaître dans une même démarche, et dans une volonté politique commune

Palabras

- Le numéro 0: « *Quand une femme dit non c'est non* » reprend des récits d'Argentine et de Belgique.
- Le numéro 1: « *Cultiver l'égalité aux champs* » comprend des récits du Brésil, du Sénégal, de la République dominicaine et des présentations d'associations française et belge.
- Le numéro 2: « *Sans travail, pas d'argent; sans argent pas d'indépendance* » comprend des récits de Belgique, du Burkina Faso et de l'Uruguay, avec une présentation d'une association du Pérou
- Le numéro 3: « *La liberté prend corps* » reprend des récits du Maroc, de France, d'Equateur, avec la présentation d'associations de Belgique, du Congo, de Bolivie et du Burkina Faso
- Le numéro 4: « *Le droit d'avoir des droits* » reprend des récits du Chili, du Portugal, du Burkina Faso, de Bolivie et du Mali.
- Le numéro 5: « *Les femmes dans la ville – De l'oppression à l'expression* » reprend des récits d'Espagne, du Mexique, du Burkina Faso et du Cameroun.
- Le numéro 6: « *Organisations et réseaux d'appui aux femmes* » reprend des récits de Colombie et du Burkina Faso
- Le numéro 7: « *Marche mondiale des femmes* » présente sous une forme courte et incisive les mobilisations qui ont eu lieu, dans divers groupes partenaires de Palabras, contre la violence et la pauvreté.
- Le numéro 8: « *L'art au féminin* » présente différentes associations actives dans le domaine de l'art et met en peinture le lien avec l'égalité (Portugal, Haïti, Nicaragua, Sénégal).
- Le numéro 9: « *Formations: des portes s'ouvrent* » décrit les formations pour des femmes et des formations à l'égalité de genre (Chili, Espagne, Rép. Dém. du Congo).
- Le numéro 10: « *Femmes en migration* » propose des récits de femmes migrantes: dans le Sud et vers le Nord (avec des récits de femmes migrantes de la République dominicaine et du Niger vers la Belgique).



- fixer les termes de la collaboration: où voulons-nous aller ensemble et comment?

A partir de ce Réseau, le M/F entend soutenir la création d'un réseau d'apprentissage et d'action communautaire. L'apprentissage se fait par le partage d'information, et de formation. L'action se déroule par la mise en œuvre d'actions communes, de campagnes communes, pour dépasser les mots et créer un autre monde, un monde selon les femmes!

Contacts

Commission Femmes et Développement

Secrétariat: Leen De Becker
Rue Brederode, 6
1000 Bruxelles, Belgique
Tél. 02 519 08 41
Fax 02 519 06 83
E-mail: leen.debecker@diplobel.fed.be

Le Monde selon les Femmes

18 rue de la Sablonnière
1000 Bruxelles, Belgique
Tél. 32 2 223 05 12
Fax 32 2 22 3 15 12
E-Mail: palabras@mondefemmes.org
Site web: www.mondefemmes.org



Atelier de Relance du Projet Dimitra – 24 octobre 2002

Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Discours de Monsieur Luc Tayart de Borms

Administrateur-délégué, Fondation Roi Baudouin, Belgique

ECHANGER LES SAVOIRS ET BÂTIR SUR L'EXPÉRIENCE DU RÉSEAU DIMITRA

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Fondation, Mesdames, Messieurs, chères amies, chers amis,

C'est avec un très grand plaisir que je participe pour la deuxième fois à la réunion organisée par le Projet Dimitra avec ses partenaires de l'Afrique et du Proche-Orient et je me réjouis de voir le nombre des participants et invités augmenter chaque fois. Je suis toujours heureusement surpris par l'enthousiasme et la vitalité du projet et par sa façon unique de faire beaucoup avec peu de moyens. La Fondation est fière d'héberger en son sein un projet qui a su faire démarrer une dynamique de réseau sur un sujet d'intérêt fondamental pour le progrès humain et le développement: la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Quelques mots pour situer la Fondation. La Fondation a fêté ses 25 ans et depuis un quart de siècle, elle propose des forums pour organiser des débats et lancer des initiatives susceptibles d'améliorer la qualité de la vie en Belgique et ailleurs.

La Fondation Roi Baudouin entend jouer un rôle de pionnier et chercher des réponses aux questions qui préoccupent les citoyens. Elle est régulièrement amenée à redéfinir ses terrains d'action, mais en gardant toujours comme objectif principal l'amélioration des conditions de vie de la population. La lutte contre la pauvreté et contre l'injustice sociale constitue un fil rouge qui traverse toutes ses activités.

La Fondation Roi Baudouin œuvre au service de l'intérêt général et décide en toute indépendance de la manière dont elle utilise les moyens qui sont mis à sa disposition dans ce but. Pour son entrée dans le 21^{ème} siècle, la Fondation a mené une réflexion qui l'a conduite à tracer un nouveau plan stratégique autour de quatre grands axes:

- justice sociale
- société civile
- gouvernance
- fonds et philanthropie aujourd'hui

Dans le domaine international, la Fondation Roi Baudouin soutient les activités suivantes:

1. Dans l'Europe des Balkans:
 - en Europe du Sud-est, la Fondation soutient des étudiants qui pourront participer aux processus d'émancipation de la société civile dans les Balkans;
 - elle encourage les pratiques de débats;
 - elle appuie les associations locales qui viennent en aide aux jeunes en danger
 - elle stimule le développement de bonnes relations entre les différentes communautés
2. Renforcer le secteur des Fondations en Europe et aux Etats-Unis:
 - la Fondation veut renforcer la collaboration institutionnelle et opérationnelle entre les fondations en Europe et aux Etats-Unis. La King Baudouin Foundation - United States, a été créée pour contribuer à augmenter la compréhension entre les Etats-Unis et l'Europe en permettant à des personnes de talents des deux côtés de l'Atlantique d'apprendre de leurs expériences et approches respectives par des voyages d'étude ou d'échanges;
 - d'autre part, la Fondation veut faciliter la philanthropie transatlantique en se chargeant des démarches administratives pour les particuliers basés aux Etats-Unis qui veulent soutenir des projets en Europe.
3. Le Prix International Roi Baudouin pour le Développement

L'objectif du Prix est de faire connaître des projets ayant apporté une contribution majeure au développement des pays du Sud ou à la solidarité entre pays industriels et ceux en développement.
4. Enfin et c'est un axe totalement nouveau pour la Fondation, la contribution à un programme de lutte contre le SIDA en Afrique. La Fondation va investir un million d'euros sur deux années budgétaires en réponse à l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies, M. Koffi Annan.



Ce travail sera fait en concertation avec d'autres fondations en Europe pour parvenir à un apport européen plus important et pour repérer des projets en Afrique centrale. Elle envisagera éventuellement une collaboration avec l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers et recherchera une complémentarité avec l'action du Gouvernement belge.

Dans ce contexte, il est clair que la mise en réseau des échanges et connaissances et l'expérience du projet Dimitra sont des éléments importants que la Fondation peut utiliser pour nourrir son propre savoir. Echange des savoirs et partage des expériences ainsi que des personnes ressource

sont des éléments de collaboration importants pour les futures activités de la Fondation et du Projet Dimitra qui va aborder également la Région des Grands Lacs.

Pour terminer, je me félicite que la Fondation héberge en son sein une structure comme le Projet Dimitra, qui est gérée par la FAO et financée par la Coopération Belge, et dont la continuité et la pérennité semblent assurer pour encore quelques temps.

Bonne chance au Projet et à tous ses partenaires!



Atelier de Relance DIMITRA – 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Discours de clôture de Madame **Betty Minne**
Conseillère en matière de genre – Secrétariat d'Etat à la Coopération
au Développement, Belgique

POUR UN VRAI PARTENARIAT DE DÉVELOPPEMENT

Mesdames et Messieurs, collègues et ami(e)s

C'est pour moi un honneur de me retrouver parmi vous pour clôturer le 2ème atelier du projet Dimitra avec les partenaires de Dimitra.

Par contre, je regrette de devoir excuser le Secrétaire d'Etat, M. Boutmans, qui ne peut être présent aujourd'hui avec vous. Il m'a demandé de le représenter et de vous dire combien il soutient le projet Dimitra. Je suis moi-même, conseillère en genre au sein de son Cabinet.

Je me trouve ici devant des experts du développement, des experts en communication et information et des experts en matière de genre, qui connaissent mieux que moi l'importance ainsi que l'évolution de la thématique au niveau international précisément grâce à leur accès à des moyens appropriés d'information et de communications.

Donc, face à ce public, je ne m'aventurerai pas à discuter sur la totalité des thèmes liés au sujet et qui ont fait ou vont faire l'objet de multiples rapports (je cite le Rapport du Développement Humain du PNUD de 2001) et les Conférences comme la récente conférence Know-How à Kampala et les grandes conférences préparatoires au Sommet Mondial sur la Société d'Information qui auront lieu à Genève en décembre 2003 et à Tunis en 2005.

Néanmoins, je voudrais souligner quelques points auxquels la Coopération belge porte un intérêt particulier:

1. l'importance de l'information et ceci sous toutes ses formes;
2. la nécessité d'un partenariat de développement à ce sujet;
3. la place du projet et des partenaires Dimitra.

1. Quant à l'importance de l'information je commencerai par vous résumer une conversation qui a eu lieu il y a un peu plus de trois ans entre moi-même, ancienne fonctionnaire de la Coopération au Développement, après deux mois de travail pour le Secrétaire d'Etat actuel et une conseillère au cabinet dans la législature précédente qui venait de rejoindre l'administration. Elle me deman-

dait quel aspect était, à mon avis, le plus important de mon travail actuel. J'y ai réfléchi profondément après quoi j'énumérai quelques avantages d'un travail au niveau politique. Elle m'interrompit d'une façon résolue et décidée et dit « pour moi le plus motivant a été l'accès à l'information. Grâce à cet accès continu et global je me suis sentie en mesure de réaliser mon travail avec les outils nécessaires ». Il m'a fallu peut-être encore quelques jours pour me rendre compte de la vérité de ces mots. Cette petite anecdote pour montrer combien je suis convaincue de l'importance de l'information et ceci sous tous ses aspects. Et s'il est vrai que pour nous, professionnels du Nord, cet accès est crucial au niveau professionnel que dire des personnes, hommes et femmes rurales dont la survie peut dépendre de l'accès ou non à l'information.

A cet égard, je voudrais ajouter deux choses:

- Toute discussion sur la thématique doit partir du constat principal que l'information est un droit universel et un moyen essentiel de lutte contre la pauvreté. Lutte contre la pauvreté, qui est la tâche de nous tous qui avons adopté la Déclaration du Millénaire et qui poursuivons les Objectifs du Millénaire. L'objectif cible 8 mentionne par ailleurs la nécessité d'accorder à tous l'accès aux nouvelles technologies, en particulier aux technologies de l'information et de communication.
- Et si l'accès à l'information traditionnelle est caractérisé par des inégalités entre Nord et Sud; entre hommes et femmes; entre villes et zones rurales; entre personnes au pouvoir et populations; l'accès aux nouvelles technologies d'information et de communication l'est d'autant plus (le fameux digital divide). Le rapport des Nations Unies de 2001 nous dit « Without innovative public policy, these technologies could become a source of exclusion, not a tool of progress ». Il y a là donc une tâche pour vous, pour vos pays et gouvernements, mais aussi pour nous représentants du Gouvernement belge en charge de la Coopération au Développement.



2. Ceci étant dit, j'en arrive à mon second point, qui est la **nécessité d'un vrai partenariat de développement qui part de la réalité et des besoins des hommes et des femmes dans les pays du sud.**

Comme décrit dans la note de politique « La qualité dans la solidarité », la Coopération au Développement belge est avant tout un instrument, un domaine spécifique au service des pays et population du sud et non pas au service de notre pays.

Lors de la Conférence Régionale Africaine à Bamako en préparation du Sommet Mondial de l'Information 2003, Monsieur Walter Fust, Président du Global Knowledge Partnership et Directeur Général de l'Agence suisse pour le Développement et la Coopération, a bien accentué cet aspect en disant « it seems to me very important that the Africans lead the debate about their vision of an information society ». Et il poursuivit plus tard « Yes, it is true, there is a digital divide, not only between the north and the south, but in almost all the countries of the world, in all societies, etc... But, bridging this divide by facilitating access to the Internet may create a new divide, for example, if the countries of the south simply become consumers of the information offered by the north... Development is therefore, not a transfer of knowledge but rather a transformation of it ».

Il y a encore une fois là des tâches spécifiques pour vous, représentants du continent africain et pour nous afin que nous soyons en mesure de vous appuyer dans vos efforts d'élaboration d'une vision propre sur la société d'information et surtout l'application de cette vision.

3. Sans la voix des femmes dans la vision africaine sur la société d'information, cette vision par définition sera boiteuse, incomplète et non valide. Alors se pose la question: comment introduire, écouter, diffuser, visualiser la voix des femmes? Et là vous vous en doutez, j'arrive à mon 3ème point. La place du projet et des partenaires de Dimitra dans la thématique.

Le projet Dimitra a—entre autres—permis d'élever la voix des femmes et surtout la voix des femmes rurales en mettant des organisations en réseaux afin que ces voix aient plus de résonance, plus de visibilité et plus de pouvoir. L'approche participative et décentralisée du projet est innova-

trice et répond aux critères d'un vrai partenariat qui assure en soi la durabilité et la longévité des initiatives entreprises. Le fait de rechercher un équilibre mesuré entre les diverses techniques traditionnelles et modernes de communication et d'information démontre combien le projet est incrusté dans la réalité africaine tout en évitant un faux raisonnement qui exclut en théorie ce continent d'un accès accru aux nouvelles technologies d'information. Le fait aussi de rechercher des solutions technologiques et sociales afin de faire profiter les femmes rurales—comme par exemple les boutiques d'information au Burkina Faso—et d'aborder les femmes comme agents de changements de leur propre vie et du modèle de société prouvent que l'approche adoptée fonctionne.

Au nom du Secrétaire d'Etat, je tiens à féliciter le programme Dimitra pour ses résultats et sa façon de travailler: je félicite tout d'abord les absentes, les femmes rurales, puis les organisations partenaires de Dimitra et leurs représentants, et bien-sûr toute l'équipe motrice à Bruxelles et à la FAO pour leur engagement, leur enthousiasme et savoir faire. La Coopération belge appuie cette initiative—avec la Fondation Roi Baudouin et la FAO—qui cadre dans les efforts au niveau mondial de changer un pessimisme théorique en un pragmatisme optimiste, entre autres, grâce à l'inclusion des voix des femmes rurales.

Nous savons que vous savez que tout comme nous, vous êtes des privilégiés en ayant accès à, en étant partenaire de ce réseau de solidarité qu'est Dimitra. Et nous osons espérer que ce partenariat soit durable et puisse durer. En consolidant les acquis et en les valorisant à travers une extension à d'autres pays et d'autres femmes rurales.

Je réitère les félicitations du Secrétaire d'Etat et je ne manquerai pas de lui faire parvenir les résultats et recommandations de cet atelier.

Déjà, je lui communiquerai ce qu'a dit une représentante d'Afrique ce matin en définissant le concept 'pauvre'. « un pauvre », a-t-elle dit, « c'est celui qui n'a personne autour de lui » Alors, je crois, non je suis convaincue, que vous, vous êtes riches. Et nous...?, à vous de juger.

Je vous félicite pour votre richesse.

Merci de votre attention.



Atelier de Relance DIMITRA – 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Présentation de Madame **Mabrouka GASMI**
Coordinatrice du Projet Dimitra au CREDIF, Tunisie

LE PROJET DIMITRA DANS LE PLAN D'ACTION DE LA FEMME RURALE EN TUNISIE

Comme exemple de partenariat réussi, je peux citer en Tunisie nos contacts avec le Ministère de l'Agriculture où la personne chargée du dossier de la femme rurale a beaucoup facilité les contacts à l'équipe DIMITRA avec les structures qui travaillent avec et pour les femmes rurales.

Au niveau du Ministère des Affaires de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, le projet DIMITRA est cité dans le plan d'action de la femme rurale, élaboré dans le cadre du 10^{ème} plan de développement 2002-2006. Ce plan prévoit de renforcer les mécanismes et les outils qui devraient contribuer à la promotion de la femme rurale et à une meilleure intégration dans le processus de développement. Le plan

d'action de la femme rurale souligne l'importance de la mise en place de mécanismes d'information et de communication qui mettent en synergie la contribution des ONG et des différents acteurs de développement qui travaillent pour la femme rurale. Le projet DIMITRA est cité comme outil à exploiter pour permettre une meilleure visibilité de l'apport de la femme rurale, favoriser l'échange d'expériences et la mise en réseau des acteurs de développement. Il permet également une meilleure connaissance du tissu associatif qui oeuvre pour l'amélioration des conditions de vie de la femme rurale.



Atelier de Relance DIMITRA – 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Présentation de Madame **Natasha PRIMO**
Coordinatrice du Projet Dimitra au Women'sNet, Afrique du Sud

EXEMPLE D'ACCÈS DES FEMMES RURALES AUX TIC

Natasha Primo a utilisé l'exemple d'un petit projet pilote démarré par Women'sNet dans la Province de Limpopo, l'une des plus pauvres de l'Afrique du Sud.

Le projet a démarré pour développer une méthodologie de travail avec des femmes rurales en fournissant un accès aux TIC, avec à plus long terme, l'idée de commencer un processus de développement sur le contenu des TIC avec et pour les femmes rurales d'Afrique du Sud.

Le projet pilote s'est heurté à des difficultés dans le travail avec des communautés rurales en Afrique du Sud: la compétition pour de faibles ressources (qui inclue l'accès à la formation), et les interruptions dans le calendrier des formations à cause de l'absentéisme fréquent car les

membres de la communauté devaient aller à des funérailles de personnes mortes du SIDA.

Toutefois, le projet pilote a illustré l'absolue nécessité de former les femmes rurales et de les lier aux ressources existantes—comme les téléc centres et les stations de radio communautaires—dont elles ont toujours été exclues historiquement. Women'sNet a l'intention de faire une évaluation plus détaillée du projet pilote pour fournir des éléments d'information aux futures stratégies à mettre en place pour travailler avec les femmes rurales en Afrique du Sud.

Le Projet a duré 6 mois.



Atelier de Relance DIMITRA – 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Présentation de Madame Fatou SOW
Coordinatrice du Projet Dimitra ENDA-PRONAT, Sénégal

EXEMPLE D'ACCÈS DES FEMMES RURALES À L'INFORMATION

Introduction

Les efforts visant à réduire le déficit d'information dans le monde rural concernent l'accès à l'information directe et à la communication. L'information est le moyen le plus réaliste susceptible d'ouvrir l'accès à la technologie de la communication à tous les pays en développement, spécialement dans les zones rurales.

Une grande diversité d'organisations de communication des ONG, des gouvernements et des institutions ont initié différents projets pilotes à la recherche de modèles viables de centre d'information de communauté, et d'accès à l'information pour les zones rurales (tel que le contenu, la langue, les technologies, le financement, la gestion, la couverture, l'intégration à la structure de la communauté, les moyens de communication disponibles ainsi que les autres moyens de satisfaction des besoins de la communauté). Toutes ces tentatives constituent une base d'expériences enrichissantes et de leçons.

Cependant, il convient de ne pas oublier que les centres d'information de la communauté visent la satisfaction des besoins en information tout à fait à la base. Pendant qu'il existe un grand potentiel de partage d'expérience et de leçons collectives, pour le développement rural en faveur des femmes, une importante attention devrait être portée à la grande diversité dans la réalité et la spécificité de chaque communauté; où les femmes rencontrent les opportunistes et affrontent les difficultés liées aux normes sociales, culturelles, et religieuses.

Dans une communauté les besoins, les priorités (quotidiennes, sociales et économiques, la protection, etc.), les apports et potentialités aussi varient. Il en est de même pour leurs besoins d'information. En outre, d'autres moyens de communication au sein et même au-delà de la communauté existent, et divers niveaux d'accès à l'information sont déjà disponibles pour les femmes. Mais avec l'avènement des centres d'information la palette des femmes rurales a changé.

Quelques leçons apprises au Sénégal

a) Exemple de l'association de femmes rurales de MBadiène

Par le biais du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal, ADEF/Afrique, organisation d'appui pour l'implantation d'un centre d'information rurale à MBadiène (groupement de 50 femmes) (département de Kaolack) donne son avis.

Pour l'implantation du centre d'information à MBadiène il fallait:

- demander l'extension téléphonique attribuée par la SONATEL (Société Nationale des Télécommunications)
- acheter un groupe électrogène.

L'installation du centre s'est faite en partenariat avec le CRDI, l'Université d'Ottawa, l'École Normale Supérieure de Dakar et ADEF/Afrique. Les populations participent par l'apport d'un local et de son équipement et le projet appuie par la mise en place d'accompagnements notamment: l'installation d'un télécentre privé.

La formation en NTIC est indispensable, dès lors l'alphabétisation des adultes doit être renforcée. En plus de l'accès des populations rurales à l'information (rapide, large, sûre et directe), le centre est utilisé pour l'alphabétisation fonctionnelle, pour la communication (échange avec l'extérieur et l'utilisation de la téléphonie rurale).

Lors de l'installation du centre, le personnel formé est issu du milieu. Avec les déperditions scolaires, l'intégration des jeunes filles est favorisée. Ce groupement de femmes de Mbadiène a renforcé leur capacité d'alphabétisation fonctionnelle (amélioration du cadre de vie).

b) Expérience de la fédération des Agro-pasteurs de Diender

Dans la communauté rurale de Diender, l'implantation du mutuel d'épargne et de crédit constitue le centre d'échange d'informations pour la fédération des agro-pasteurs de Diender qui regroupe en son sein un groupement de 1500 femmes. Le mutuel qui est un outil et est appuyé par ENDA-



PRONAT. Il existe un dynamisme organisationnel qui se regroupe autour du mutuel à caractère agricole.

Par l'intermédiaire de ce centre, la SONATEL (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal) en collaboration avec une société française facilitent l'accès à l'information et à la communication aux productrices et producteurs (connaissance des prix en cours du marché). Comment: le téléphone portable est fourni par la SONATEL; les productrices s'abonnent mensuellement et suivent une formation de trois mois. Suite à cette formation toutes et tous ceux qui sont intéressés, seront en réseau.

Par les téléphones portables couplés à l'Internet, un mot de passe permet aux productrices et producteurs de:

- avoir la possibilité de se connecter sur Internet;
- échanger les informations sur les cours de production;
- informer les prévisions de leurs récoltes;
- s'informer des prix en cours dans d'autres zones;
- proposer leurs produits aux autres producteurs du réseau;
- communiquer avec les partenaires et entre eux à travers le Sénégal.

Conclusions/recommandations

Souvent le problème empêchant l'autonomisation des femmes est leur taux d'analphabétisme élevé en zones rurales. Comment peut-on répondre à ce défi de l'éducation et de l'alphabétisation des adultes dans les zones rurales?

Le Réseau des Femmes Rurales lance un appel au renforcement des capacités des organisations de base et aussi les gouvernants doivent aider à la scolarisation et au maintien des filles à l'école. Le réseau National des Femmes Rurales du Sénégal par la voix de son Comité Directeur Permanent (CDP) composé de 33 organisations de base regroupant plus de 1000 femmes rurales a réagi par les témoignages suivants:

«Les centres d'information dans nos villages nous offrent des informations de proximité sans intermédiaire. Une information rapide et sûre nous aide à nous réveiller de ce long sommeil (ignorance analphabétisme, obscurantisme)».

La Présidente du Réseau National des Femmes Rurales, conseillère municipale, déclare: «La **communication** est

fondamentale pour nous femmes du monde rural, elle nous permet de prouver notre existence en tant qu'individu, d'échanger avec d'autres horizons et elle éveille nos consciences...»

«Dans ma communauté rurale de Diender qui est actuellement découpée en une commune et une communauté rurale, les femmes s'impliquent réellement dans la politique (actuellement 4 femmes de la fédération sont conseillères municipales et 4 autres conseillères rurales). Ceci élève notre statut et progressivement des femmes leaders voient le jour ce qui nous donne l'occasion de faire entendre la voix de nos sœurs...»

«L'accès aux TIC nous fait gagner du temps et nous permet d'échanger au-delà des frontières. En tant que productrice, grâce aux TIC, nous accédons aux informations spécifiques. En plus nos réflexions ne sont plus seulement verbales mais de plus en plus sur des supports (papier, cassette, vidéo). Il existe un renforcement considérable de la solidarité inter-villageoise. Le monde évolue, le monde rural ne doit pas être en reste et pour se faire, nous, femmes rurales devons bénéficier au même titre que nos sœurs des villes des TIC. Bien sûr nous avons d'autres priorités mais le développement doit être un ensemble sans cela nous serons et resterons toujours les méprisées et les ignorantes.»

Le réseau recommande:

- le désenclavement des voies de communication rurales;
- les gouvernements doivent équiper les zones rurales (infrastructures, électricité);
- les gouvernements et organisations d'appui doivent renforcer les capacités des organisations de base (formation, alphabétisation fonctionnelle, favoriser la scolarisation des filles et leur maintien à l'école);
- il faut faire bénéficier les populations rurales des informations utiles et non déformées et les faire partager aux groupes sensibles (femmes, jeunes);
- il faut favoriser l'accès des femmes aux instances de décisions.

Les femmes rurales doivent intégrer le processus de développement durable dans sa globalité. Des lors que les TIC font partie du processus, elles doivent accéder à une information rapide, directe et non déformée.



Calendrier de méthodologie participative de l'Atelier, 21-24 octobre 2002

Quand, Date, Heure	Quel Objectif?	Comment ? Pas à pas	Qui ?	Matériel de Support Besoins / notes
Lundi 21/10 Jour 1 9:00	Bonjour Dimitra! Bienvenue échauffement 30 min	<ul style="list-style-type: none"> › sur le tableau dessin avec le soleil qui surgit derrière un nuage « Bonjour Dimitra » comme un ballon parlant! › Cynthia écrit un bonjour dans sa langue et le dit tout haut et: <ul style="list-style-type: none"> - invite chacun à venir, écrire et dire le bonjour dans sa propre langue; › Eliane intervient la dernière et dit quelques mots de bienvenue – <ul style="list-style-type: none"> - Donner le ton! 	Cynthia Eliane	<p>Tableau papier avec le dessin d'un soleil qui fait un clin d'œil derrière un nuage</p> <p>Marqueurs de couleur, crayons de couleur</p> <p>Judith ou Tiziana pourraient à ce moment là utiliser un appareil photo polaroïd pour prendre une photo de chaque personne quand elle s'avance vers le tableau</p> <p>Si l'on ne peut emprunter un polaroïd ou un appareil numérique, on peut demander aux participant(e)s d'apporter une photo d'eux</p>
9:30	Information de début de journée! Présentation des participant(e)s qui s'interviewent mutuellement 75 min	<ul style="list-style-type: none"> › Décrire l'exercice et comme nous allons procéder – 5 min › Chaque participant(e) choisit une autre personne qu'il/elle connaît le moins, donc nous avons 7 duos; avec la même langue › Chaque personne prend 10 minutes pour donner à l'autre une série d'éléments essentiels sur elle/lui qui sont notés comme un « avis de recherche » avec la possibilité de prendre une photo – voir note 20 min › en plénière chaque personne présente son/sa partenaire en utilisant l'avis de recherche déjà fait: l'autre peut compléter par des détails –7min chacun –50 min › tous les avis de recherche sont mis sur un même pan de mur, que l'on peut visiter ensemble pendant la pause café. 	Cynthia Eliane	<p>On pourrait aussi demander aux participant(e)s d'apporter un petit objet symbolisant l'esprit Dimitra dans leur travail</p> <p>Feuille papier sur le tableau avec de la place pour les échanges:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Nom, Pays, Depuis combien de temps avec le réseau? -Plus grand succès dans le réseau? -Quel symbole pour Dimitra dans votre travail chez vous? -Comment est-ce que quelqu'un pourrait vous reconnaître si on devait venir vous chercher à l'aéroport? <p>Papier de format A3 ou carton format poster</p> <p>Marqueurs de couleur</p> <p>Photos prises collées sur le tableau</p> <p>Grand mur pour pouvoir afficher les « avis de recherche »</p>
10:45	Pause café		Traiteurs	



11:00	Attentes, Objectifs et Intentions: – Voyage Destination – Arrêts le long du chemin 85 min	<ul style="list-style-type: none"> › Décrire l'exercice et expliquer comment procéder –5 min › Donner à chaque participant 3 cartes et un marqueur de couleur › Expliquer les règles pour remplir les cartes VIP; › Utiliser une couleur différente pour répondre à chaque question –10 min › Chaque personne va vers les tableaux et positionne ses cartes sur le tableau concernant la question; › Demander aux participant(e)s de regrouper les réponses pour chaque question en catégories (éliminer les duplicata) › Donner un nom aux catégories –30 min › Eliane revoit les catégories de réponses pour chaque question › Eliane fait les liens entre les attentes et les objectifs de la réunion › Souligner les résultats attendus › Mentionner l'esprit Dimitra › Expliquer comment nous avons créé le programme pour pouvoir atteindre ces objectifs – 30 min › Cynthia explique dans les détails et présente l'idée d'autogestion – 10 min 	Eliane, Sophie & Cynthia	<ul style="list-style-type: none"> – Cartes de couleur en rose, blanc, vert et marqueurs – 3 grands tableaux avec sur chacun une question écrite en lettres majuscules: Rose: A -Qu'attendez-vous de cette réunion ? Blanc: B - Quelles idées espérez-vous emporter avec vous? Vert: C - Quelles contributions êtes –vous prêt(e) à faire ? – scotch ou punaises pour coller les cartes avec les réponses – longs morceaux de carton pour écrire le titre de chaque catégorie – documents fournis:Règles du VIP On présente également sur un tableau papier une explication de l'approche – Trucs pour l'autogestion – Horaire journalier avec des blocs-temps
12:30-14:00	Déjeuner		Traiteurs	
14:00-15:45	Questionnaire: (No 1 – 12) A: Information, Collecte et Diffusion 90 min	<ul style="list-style-type: none"> › Intro/animation: Vidéo du Kenya – 5 min › Expliquer la logique et les procédures de la session › présentation des données compilées sur l'Information, la Collecte & la Diffusion voir Questions 1 – 12; › Illustrer tout point saillant qui est ressorti pendant la compilation, demander au groupe de partager tout exemple inhabituel – 20 min › Diviser en 3 petits groupes pour discuter et travailler sur des produits: –35 min › Produire X1: Liste des caractéristiques considérées comme des succès › Produire Y1: Recommandations pour les approches/ méthodologies futures › Présenter en plénière –30 min 	Judith, Sophie & Cynthia	Bande vidéo, magnétoscope et écran NOTE: les petits groupes doivent parler la même langue pour que les discussions puissent se dérouler librement; quand le groupe fait rapport à la plénière, nous bénéficions de l'apport des interprètes.
15:45-16:00	Pause café		Traiteurs	



ANNEXE 3

16-17:30	Questionnaire: (No 13 -21) Gestion organisationnelle de l'information 90 min	Intro/animation: CD-ROM Ouganda Note! –5 min › Expliquer les raisons et les procédures de la session › Présentation des données compilées sur la gestion organisationnelle de l'information Question 13 – 21; › Illustrer toute caractéristique inhabituelle, demander au groupe de partager tout exemple inhabituel; – 20 min › Diviser en 3 petits groupes pour discuter et travailler sur des produits: –35 min › Produire X2: Stratégies pour une gestion organisationnelle de l'information au sein de nos organisations/réseaux › Faire Y2: Recommandations pour une mise en réseau future intra- inter- organisationnelle › Présenter en plénière – 30 min.	Eliane, Judith & Cynthia	Ordinateur avec CD-ROM pour démo Devrait-on laisser ceci dans un coin où les participant(e)s pourraient aller librement pendant les pauses? Note: dans la mesure où ceci est la session de l'après-midi, nous pouvons aussi commencer avec un jeu appelé « CAMPAGNE de Salade de fruits! » Voir description des jeux dans section séparée! NOTE: les petits groupes doivent parler la même langue pour que les discussions puissent se dérouler librement; quand le groupe fait rapport à la plénière, nous bénéficions de l'apport des interprètes.
----------	--	--	--------------------------------	--



Quand date/heure	Quel objectif?	Comment? Pas à pas	Qui?	Matériel de Support Besoins / notes
Mardi 22/10 Jour 2 9:00-10:30	C: Campagnes avec des indications sur les meilleures pratiques 90 min	Intro/animation: "Vague de mise en réseau" – 5 min <ul style="list-style-type: none"> › Expliquer les raisons et procédures de la session – 5 min › Survol rapide avec les caractéristiques les plus évidentes observées dans la compilation des Questions 22, 23, 24 – 20 min › Pour la Question 25, chaque partenaire a 10 min pour partager l'essence de sa "Campagne réussie" avec le groupe qui peut réagir pendant 5 min. › Pendant que l'on écoute ces présentations, les participant(e)s devraient déjà noter ce qu'ils considèrent comme l'essence ou la clé pour faire une campagne efficace et réussie. – 75 min 	Eliane, Sophie & Cynthia	Nous avons 5 présentations avant et 3 après le déjeuner, ce qui laisse 45 min. pendant la session suivante pour faire les cartes avec les essences
10:45 -11:00	Pause café		Traiteurs	
	C: suite Sélectionner les éléments essentiels d'une campagne d'information réussie 90 min	Les 3 partenaires restant présentent leur campagne et le groupe réagit. 45 min <ul style="list-style-type: none"> › Demander au groupe de réfléchir sur les notes qu'ils ont prises sur l'essence de chaque campagne; › Donner 5 cartes à chaque participant(e); veuillez écrire un mot sur chaque carte qui décrit un Élément essentiel d'une Campagne d'Information; › les cartes sont ensuite mises dans un panier au centre de la salle et mélangées. › chaque participant(e) choisit 5 cartes desquelles il/elle sélectionne seulement les 3 plus importantes et les met dans le panier; les 2 autres sont mises dans un sac. › le panier est de nouveau remué; chaque participant(e) choisit de nouveau 3 cartes desquelles il/elle en sélectionne une seule qui décrit l'élément le plus important et remet cette carte dans le panier; les 2 autres cartes sont mises dans le 2ème sac; › Z: Tout le monde choisit une carte du panier la lit tout haut et cette liste finale est punaisée sur le tableau. Quand il y a des doublons on peut retirer une nouvelle carte du 2ème sac. 45 min › Si le temps le permet, revoir cette liste à la lumière de la documentation sur la mobilisation sociale 	Sophie, Eliane, & Cynthia	Marqueurs de couleur, cartes format A5 (150) Tableau Un panier ou une boîte et 2 sacs pour ce qui est éliminé Documentation: diagramme pour la mobilisation sociale



ANNEXE 3

12:30-14:00	Pause Déjeuner		Traiteurs	
	Distiller les Meilleures Pratiques 90 min	FAO: Radio rurales, les leçons apprises, Méthodologies pour des applications futures Les Recettes de Dimitra “ Indications pour une Communication Efficace ” En fonction des résultats des sessions précédentes, veuillez combiner les résultats: - X1, Y1, Z- et présenter un résumé des MEILLEURES PRATIQUES basé sur les expériences actuelles de Dimitra	J.P. Ilboudo; Petits groupes de travail	Att: Eliane, peut-on utiliser la technique de mind-mapping pour ceci?
15:45-16:00	Pause café		Traiteurs	
	Faire un Plan d’Action qui détermine les priorités futures et formuler un court document de projet destiné aux bailleurs de fonds 90min	Réfléchir à une Proposition pour la prochaine phase du Projet Dimitra “ Priorités et Indications pour le Futur ”		Partant des recettes pour les meilleurs pratiques, quelles propositions pouvez-vous recommander pour un futur projet?



Quand date/heure	Quel Objectif?	Comment? Pas à pas?	Qui?	Matériel de Support Besoins / notes
Mercredi 23/10 Jour 3 9:00-10:30	Bienvenue “Ecoutez-nous!”	Bienvenue et discours d’introduction par Martine Van Dooren Niger: ONG VIE “L’éducation pour tous est-elle garantie au Niger?” South Africa: Women’sNet “Le rôle des TIC dans le renforcement des pouvoirs des femmes, améliorer la gouvernance et renforcer la démocratie”	Martine Van Dooren, Eliane Najros, Ali Abdoulaye, & Nathasha Primo	Ministère des Affaires étrangères Devons-nous prendre du temps le vendredi 18/10 pour vérifier les arrangements de cette salle?
10:45 -11:00	Pause café		Traiteurs	
		Sénégal: ENDA-PRONAT “Pas de développement durable sans Information pour les femmes rurales au Sénégal”	Mariam Sow	
		FAO: Radios Rurales	Jean Pierre Ilboudo	
12:30-14:00	Pause déjeuner	Après le déjeuner nous retournons dans la salle de réunion pour continuer le travail de groupe pour la préparation de jeudi...	Traiteurs	Vérifier si nous pouvons toujours utiliser la salle de réunion Amazone
	Préparer le résumé de cette réunion	Petits groupes travaillent sur les «Cartes postales parlantes» – Résultats de ce voyage de 4 jours – Plan d’Action pour le Futur	Eliane, Sophie & Cynthia	Permettons-nous au groupe d’auto-sélectionner ou devons-nous assigner les tâches aux membres?
15:45-16:00	Pause café		Traiteurs	
	Préparer les présentations pour la session de jeudi	Continuation du travail de groupe et préparation des Présentations pour la séance de clôture	Eliane, Sophie & Cynthia	Y-a-t-il des ordinateurs disponibles si les participant(e)s veulent préparer une présentation en Power Point?



ANNEXE 3

Quand date/heure	Quel Objectif ?	Comment? Pas à pas	Qui?	Matériel de Support Besoins / notes
Judi 24/10 Jour 4 9:00-10:30	Résumé du travail accompli pendant l'Atelier: Présentations par les représentant(e)s des partenaires et des bailleurs de fonds	“Cartes Postales parlantes” = Rapport de progrès et Recommandations – Plan d’action pour le futur – Lecture du poème – Expériences du réseau Dimitra (Sénégal, Tunisie, Afrique du Sud et Ouganda) – Dr. Manfred Lindau = Journée mondiale de l'alimentation – FAO: Sissel Ekaas = SDW & Dimitra – Hélène Ryckmans = les Réseaux – FRB: Luc Tayart = Promotion par de nouveaux partenariats	Délégués des petits groupes	Fondation Roi Baudouin Qui est le maître cérémonie pour cette session? FRB ou Dimitra?
10:45 -11:00	Pause café		Traiteurs	Faut-il remodeler la salle pour la clôture?
	Clôture de l'Atelier	Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, M. Eddy Boutmans		Att. Protocole: Qui sera chargé d'accueillir M. Boutmans à la porte et le conduire dans la salle? Qui va présenter M. Boutmans?
12:30-14:00	Power Lunch	Mise en réseau	Traiteurs	
14:00-16:00	Clôture pour le groupe	Evaluation et mise en réseau toile d'araignée	Facilitatrice	Stickers pour voter; bobine de corde



Activités d'animation supplémentaires pour l'Atelier Dimitra 21-24 octobre, Bruxelles

Quand date/heure	Quel objectif?	Comment? Pas à pas	Qui?	Matériel de soutien
Jour 1 14:30	Campagne salade de fruits Energisant, Populariser l'utilisation de la terminologie	<ol style="list-style-type: none"> 1. les participant(e)s s'assoient en cercle 2. expliquer que, de même que lorsque l'on fait une salade de fruits et que l'on a besoin d'une variété de fruits, nous allons maintenant faire une salade de fruits « Campagne d'Information » et avons besoin de divers éléments, par ex: <ul style="list-style-type: none"> – Griots – Visites – Posters – Internet 3. faire le tour du cercle, demander à chaque personne de donner le nom de l'un de ces ingrédients et leur demander de se rappeler quel ingrédient ils sont 4. les informer que lorsque l'on appellera cet ingrédient, les personnes qui sont cet ingrédient doivent se lever et échanger leurs places 5. Mais quand on crie « CAMPAGNE ! » tout le monde a la possibilité de se lever et de trouver un autre siège le plus loin possible de leur chaise originale 6. Pour rendre le tout plus amusant et si le groupe est grand, quand on dit « CAMPAGNE ! », les facilitatrices prennent un siège des participant(e)s pour que certain(e)s participant(e)s ne trouvent plus de sièges libres 7. Faire plusieurs tours en fonction du temps disponible et faire monter le niveau d'énergie suffisamment haut pour démarrer la prochaine session. 	Facilitatrice	Beaucoup de place Chaises disposées en cercle Participant(e)s viennent les mains vides: ils n'ont pas besoin de carnets de note, ni d'aucun équipement



Quand date/heure	Quel objectif?	Comment? Pas à pas	Qui?	Matériel de soutien
Jour 2	Ce que les femmes rurales veulent ... Animation Esprit de jeu Compétition	<ol style="list-style-type: none">1. Demander aux participant(e)s de se diviser en 2 groupes.2. Vérifier que tous sont d'accord pour travailler au bénéfice des femmes rurales.3. Leur dire que l'on va tester leur efficacité quand ils cherchent à satisfaire les besoins des femmes rurales.4. Chaque fois que l'on mentionne le nom d'un article que les femmes rurales veulent, chaque groupe doit le chercher et le déposer sur la table le plus vite possible.5. Le groupe qui réussit à livrer l'article le premier peut le garder sur la table; l'article du groupe livré en retard est mis sous la table.5. Avoir une liste d'articles que l'on peut raisonnablement trouver dans la salle et commencer en disant:6. "Les femmes rurales veulent – un verre d'eau7. Attendre de voir quel groupe rapporte l'article le premier.8. Continuer ainsi jusqu'à ce que tous les articles sur la liste aient été nommés.9. Vérifier les articles par rapport à la liste et si l'un des articles sur la table ne correspond pas, l'autre groupe peut sortir son équivalent de dessous la table10. Compter quel groupe a le plus d'articles sur la table et le proclamer vainqueur: "Fournisseurs pour les femmes rurales!"	Facilitatrice	Beaucoup d'espace Deux tables devant lesquelles chaque groupe peut déposer les éléments qu'on leur a demandé d'apporter. Une liste de 10-15 articles qui peuvent être trouvés dans ou aux alentours de la pièce: <ul style="list-style-type: none">– verre d'eau– quelque chose à manger– une pièce de 2 €– un livre– une paire de chaussures marron– une montre– un sac pour les courses– un cahier rouge– un crayon vert– un ticket de bus– un chapeau de soleil– une étoffe pour porter son enfant– une carte pour trouver son chemin vers le marché– un cadeau surprise pour faire plaisir



Quand date/heure	Quel objectif?	Comment? Pas à pas	Qui?	Matériel de soutien/notes
<p>Jour 4 10:45</p>	<p>Vagues de mise en réseau Animation Après la pause café, faire le lien entre les 2 sessions sur les Campagnes d'information efficaces</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Demander aux participant(e)s de s'asseoir dans un large cercle. 2. Expliquer qu'ils doivent se souvenir des éléments suivants de la Mise en Réseau: <ul style="list-style-type: none"> – Information – Communication – Participation – Dimitra 3. Donner le même mot à un petit nombre de personnes (2, 3 ou 4 ensemble), ex. <ul style="list-style-type: none"> 3 personnes > information; 2 personnes > communication; 4 personnes > participation; 2 personnes > Dimitra; 3 personnes > communication; etc. etc. 4. Expliquer que l'on va raconter une histoire et que chaque fois qu'ils entendent leur terme mentionné, les personnes à qui ce terme à été attribué, doivent se lever avec les bras en l'air et se rasseoir rapidement. 5. Répéter plusieurs fois en appelant les termes choisis de façon à ce que les participant(e)s s'habituent à se lever et s'asseoir – comme les vagues dans les stade de football. 6. Ensuite dire l'histoire de la mise en réseau de Dimitra dans laquelle on aura introduit le plus souvent possible les termes en question. Commencer doucement et aller plus vite au fur et à mesure que les gens se prennent au jeu. 	<p>Facilitatrice</p>	<p>Beaucoup d'espace Chaises mises en demi-cercle Les Participant(e)s ont les mains vides: ils peuvent mettre leur cahier et crayon sous leurs chaises . HISTOIRE: "Dimitra: Vagues de mise en réseau" Il était une fois, l'information était très rare, peu de gens pratiquaient la communication et donc la participation en souffrait. Un jour un spécialiste de l'information de Dimitra vint en visite et posa des questions sur l'information. Dimitra observa que les styles de communication locaux manquaient mais les gens ne leur faisaient pas confiance. Alors la participation resta faible. Les femmes dirent à leurs enfants de ne pas donner d'information. Les hommes dirent à leurs femmes de ne pas communiquer et les autorités étaient soupçonneuses de toute participation populaire. Mais le spécialiste en information de la FAO trouva quelques partenaires en communication et ils échangèrent de l'information pour améliorer leur participation. Dimitra donna aussi de l'information sur la participation pour améliorer les activités de communication avec les femmes rurales. Les partenaires de Dimitra devinrent des agents de mise en réseau pour soutenir la participation locale et améliorer la communication. Plus ils avaient d'information, meilleure était la communication et bientôt, avec l'aide de Dimitra, les femmes rurales mirent sur pied un système de communication avec le Ministère de l'Information. Les Jeunes informèrent leurs réseaux de communication car ils voulaient avoir accès à Internet. Les hommes voulaient de l'information pour participer aux marchés internationaux. Et Dimitra encouragea davantage encore la participation...</p>



Ce questionnaire a été envoyé à tous les partenaires Dimitra pour préparer l'Atelier d'octobre 2002

Technologies de l'information et de la communication: les meilleures pratiques

Tous les partenaires du Projet Dimitra ont leurs propres domaines d'expertise et de riches expériences à partager dans le domaine de l'information et de la gestion des connaissances dans leur région et dans leur pays. En complétant ce questionnaire, chaque organisation partenaire peut documenter ses propres expériences et créer une base pour échanger idées et bonnes pratiques pour enrichir le réseau Dimitra globalement. Nous vous prions de répondre de façon aussi détaillée que possible et surtout de ne pas hésiter à ajouter des feuilles supplémentaires si vous n'avez pas assez de place. Vos réponses seront utilisées comme document de travail pendant notre réunion du mois d'octobre et serviront de base à une publication future.

1. Dans votre pays, quels sont les moyens les plus courants de diffusion de l'information
 - Presse écrite
 - Radio
 - TV
 - Théâtre
 - Campagnes d'affichage
 - Réseaux traditionnels (tontines, clubs, réunions communautaires, etc.)
 - Réseaux d'ONG (nationaux & internationaux)
 - Leaders (politiques, traditionnels, religieux)
 - Centres locaux de ressources (bibliothèques, télécentres, etc.)
 - Internet
 - Autres
2. Dans votre pays, quelles sont les méthodes d'information et de communication relatives à :
 - la collecte d'information
 - la diffusion de l'information
 - la remise en forme de l'information
 - le plaidoyer
 - la formation en information et communication
 - campagnes d'information.
3. Dans votre pays, quelles sont les meilleures méthodes de communication pour surmonter les différences culturelles ou linguistiques ?
4. Dans votre pays, quelles sont les méthodes utilisées pour accroître la participation des femmes au débat public? (e.g. santé, éducation, réformes législatives).
5. Sont-elles efficaces? Veuillez expliquer.
6. Est ce que ces méthodes ont permis aux femmes rurales de faire entendre leurs voix dans le débat publique? Donnez un exemple.
7. Dans les zones rurales de votre pays, comment sont organisées les campagnes d'information ?
8. Quels sont les principaux obstacles rencontrés ?
9. Classez par ordre d'importance et la disponibilité dans les zones rurales, des moyens de communication suivants: Internet et e-mail, magnétoscopes, CD-ROM, téléphones portables, radio, télévision, presse écrite, etc.



10. Les populations rurales, souhaitent-elles avoir un meilleur accès à ces méthodes de communication.
Si oui, lesquelles ?
11. Quels sont les obstacles majeurs qui empêchent les populations rurales d'avoir accès à ces moyens de communication ?
12. Les femmes rurales, font-elles face à des difficultés supplémentaires pour accéder à ces moyens d'information et communication ? Si oui, lesquelles - veuillez expliquer.
13. Au sein de votre organisation quelles méthodes utilisez-vous généralement pour diffuser l'information ?
14. Rencontrez-vous régulièrement vos collègues d'autres départements, les membres de votre réseau ou autres ?
15. Veuillez préciser la fréquence et le but de ces réunions ?
16. Partagez-vous les résultats de votre travail avec l'ensemble des membres de votre organisation, et si oui, comment ?
17. En dehors de votre organisation, comment collectez-vous habituellement l'information ?
18. Quels sont les obstacles que vous rencontrez éventuellement ?
19. En dehors de votre organisation, quelles sont les méthodes que vous utilisez pour diffuser l'information ?
20. Quelles langues utilisez-vous pour votre matériel de communication ?
21. Quels sont vos publics-cible ? – bénéficiaires, partenaires, etc ?
22. Quelles techniques de communication utilisez-vous pour atteindre les personnes analphabètes ?
23. De quelle manière les TIC peuvent-elles être complémentaires aux méthodes de communication traditionnelles que votre organisation utilise pour diffuser l'information au niveau de la base ?
24. Qu'est-ce qui fait, selon vous, la recette d'une campagne d'information réussie ?
25. Veuillez décrire en détails un exemple de campagne de collecte d'information réussie, (ou une campagne de diffusion et/ou de sensibilisation) que vous avez menée.

